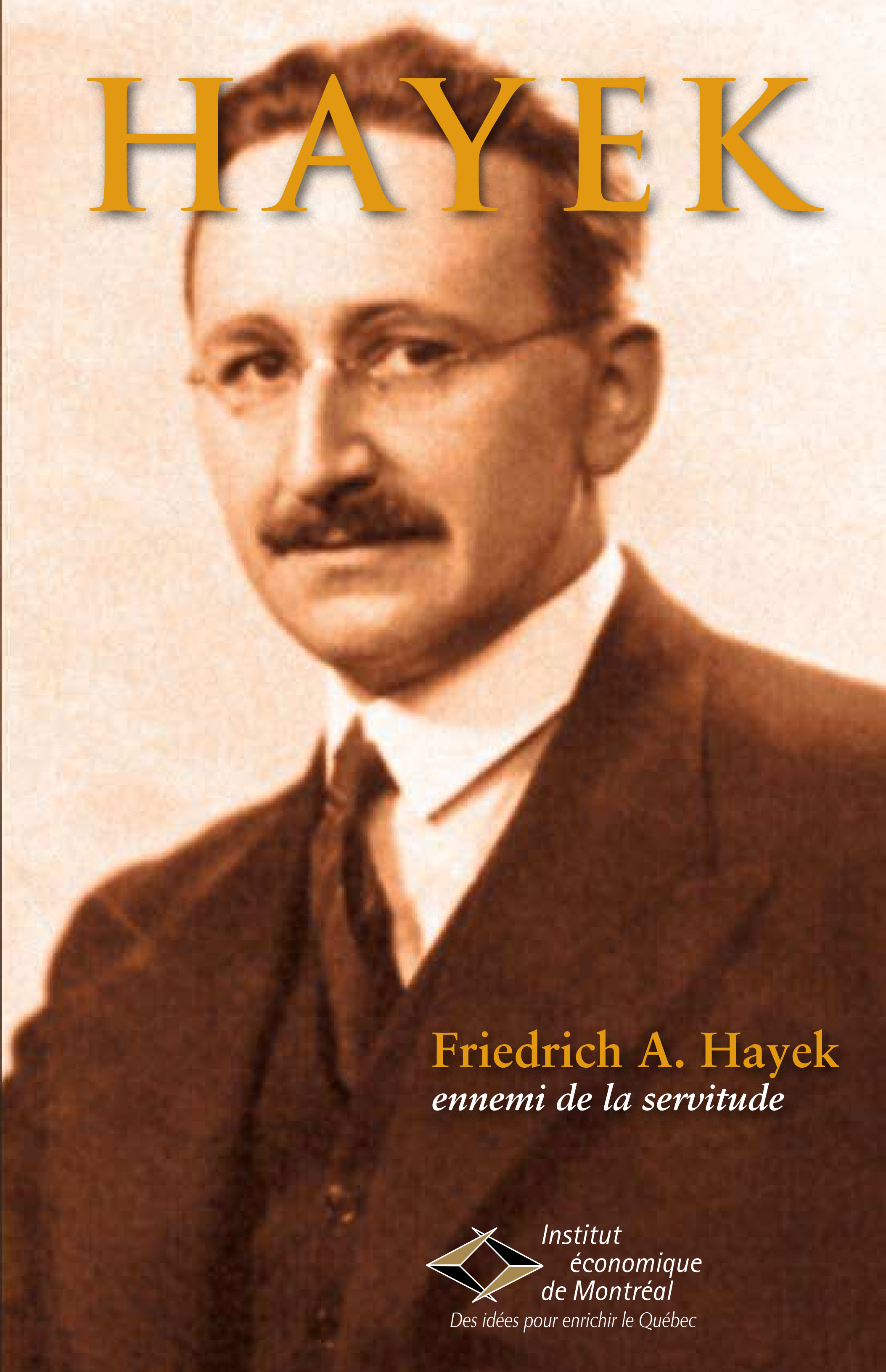


HAYEK

Friedrich A. Hayek
ennemi de la servitude

Institut économique de Montréal
Des idées pour enrichir le Québec

FRIEDRICH A. HAYEK,
ennemi de la servitude

Friedrich A. Hayek



ennemi de la servitude

Introduction de Brian Lee Crowley,
président de l'Atlantic Institute for Market Studies

Institut économique de Montréal
Des idées pour enrichir le Québec

Institut économique de Montréal
Des idées pour enrichir le Québec

6708, rue St-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2S 2M6

Téléphone : (514) 273-0969
Télécopieur : (514) 273-2581

Site Web : www.iedm.org

Préparation de la présente édition : Martin Masse et Francis Dumouchel

Coordination de la production : MB Conseil

Reproduit avec la permission de :
© PUF, 1985 (pour la traduction française)
© Reader's Digest, 1945 (pour la version condensée)

ISBN : 2-922687-19-8

Dépôt légal : 3e trimestre 2006
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

Note

Ce livret est une version condensée de l'ouvrage *La route de la servitude* de Friedrich A. Hayek (*The Road to Serfdom*, 1944), qui a été publiée pour la première fois dans le magazine *Reader's Digest* d'avril 1945.
Cette édition a été préparée à partir de la traduction française de G. Blumberg parue aux Presses universitaires de France.

Certains termes français ont été modifiés afin de refléter l'évolution du langage intervenue depuis la traduction originelle. Par exemple, le mot « planisme », peu usité de nos jours, a été remplacé par « planification collectiviste », expression qui reflète adéquatement le sens de l'anglais « planning ».

Introduction

Les idées omniprésentes de Friedrich A. Hayek, l'homme qui a changé la vie de tout le monde

par Brian Lee Crowley,
président de l'Atlantic Institute for Market Studies (Halifax)

Le débarquement des troupes alliées sur les plages de Normandie constitue le moment décisif dans la bataille militaire contre les puissances totalitaires de l'Axe sur le territoire européen. Même cinquante ans après, cet événement tient une place prépondérante dans notre mémoire collective. Toutefois, il est facile aujourd'hui d'oublier qu'une bataille intellectuelle a aussi été livrée contre les idées et les méthodes de ces sociétés enrégimentées et intolérantes — des idées et méthodes qui, pendant la guerre, en étaient venues à exciter autant l'imagination populaire que celle des élites dans le monde occidental. Nous célébrions en mai 1999 le centième anniversaire de naissance de Friedrich August Hayek, économiste lauréat d'un prix Nobel en 1974. Il allait conduire l'équivalent intellectuel de l'assaut du jour J contre la planification centralisée et l'embrigadement étatique de la vie des individus dans la période d'après-guerre.

Évidemment, dans la bataille des idées, on retrouve rarement des vainqueurs décisifs comme c'est le cas pour les conflits militaires. Même si nos actions sont toujours liées aux idées qui nous guident — à nos valeurs morales, à nos opinions sur ce qui fonctionne ou non, sur la façon dont le pouvoir devrait être partagé ou sur ce en quoi consiste une bonne vie — l'origine de ces idées est souvent obscure. On pourrait dire, en utilisant le langage imagé et saisissant du grand rival de Hayek, John Maynard Keynes, que « Les hommes pratiques, qui se croient libres d'influences intellectuelles, sont généralement les esclaves de quelque économiste défunt. Les fous exaltés au pouvoir, qui entendent des voix

sorties de nulle part, distillent les éléments de leur délire à partir de la pensée d'un quelconque scribouillard universitaire d'une époque tout juste révolue. »

Par contre, il est clair que les idées de Hayek ont changé le cours de l'histoire de l'après-guerre, de façon évidente, dans la direction d'une plus grande liberté individuelle et d'une plus grande responsabilité personnelle. Il a accompli ce tour de force intellectuel, de façon remarquable, non pas une ou deux, mais trois fois. La première fois lors de la défaite des puissances de l'Axe, lorsqu'il a envoûté l'opinion publique américaine avec une convaincante critique de la planification économique étatique en temps de paix. La seconde fois lorsque Margaret Thatcher et les conservateurs britanniques se servirent de sa trousse d'idées pour comprendre, avant de combattre, les conséquences d'une progression lente mais soutenue, pendant plusieurs décennies, de la domination étatique sur la société britannique et sur son économie. Enfin, lors de la chute du Mur de Berlin, de nombreux intellectuels d'Europe de l'Est se tournèrent vers l'œuvre de Hayek pour comprendre comment faire croître des institutions libérales dans un terroir rendu rocailleux par plusieurs décennies de marxisme-léninisme.

VIENNE

La vie de Hayek a été grandement influencée par la ville et l'empire où il est né. En 1899, Vienne était une capitale cosmopolite qui rivalisait avec Londres, Paris et Berlin aux chapitres de la richesse, du pouvoir et de l'érudition. La vitalité intellectuelle de cette métropole florissante était presque sans égale. Pratiquement tous les domaines de l'art, de la culture et de la science du XXe siècle ont été profondément influencés par l'apport des Viennois de l'époque. La psychanalyse de Freud, la peinture de Klimt, la musique de Mahler et de Schoenberg, les théories juridiques de Kelsen, l'anthropologie de Lorenz, de même que la philosophie de Wittgenstein, Polanyi et Popper, furent produites dans cette ville dynamique qui abritait également une école d'économie aussi rayonnante que particulière. L'École autrichienne, comme on l'appellera plus tard, a produit plusieurs générations de penseurs renommés

partout dans le monde, comme Joseph Schumpeter et Ludwig von Mises. Hayek était destiné à en devenir le principal porte-parole à notre époque.

Hayek est né dans une famille intimement liée à tous ces courants culturels et intellectuels et comptant de nombreux scientifiques, médecins et professeurs d'université. Sa vie familiale baignait dans une atmosphère de rigueur et de rationalisme, en conformité avec l'esprit du temps. Alors qu'il était encore enfant, le jeune Friedrich se prit d'un intérêt pour la Bible familiale. Ses parents jugeant cet intérêt malsain, cette Bible eut tôt fait de disparaître mystérieusement. Tout au long de sa vie, Hayek demeura un sceptique au sujet des croyances spirituelles, même s'il en vint, dans ses dernières années, à accorder une certaine valeur sociale utilitariste aux leçons éthiques des principales religions.

Vienne était aussi la capitale du vaste empire austro-hongrois qui s'étendait sur la majeure partie de l'Europe centrale et orientale. L'effondrement de cet empire et l'affaiblissement de sa puissante métropole affectèrent grandement le très jeune homme, tout juste de retour du front, au terme de la Première Guerre mondiale. Bien qu'il ne participa à aucun combat pendant la guerre, il devint bientôt le témoin privilégié de conflits sociaux d'une violence tout aussi considérable.

Le nationalisme, qui avait jeté de l'huile sur le feu de la guerre, déchirait maintenant les restants de cet empire multiethnique, alors que les luttes de classes dominaient la politique viennoise. La société était en proie à la désintégration et rien ne l'illustrait mieux que l'effondrement du système économique. Hayek racontait souvent l'histoire de l'obtention de son premier emploi et comment il était fier de gagner le salaire mensuel de 5000 couronnes autrichiennes, un montant qui dépassait le salaire annuel de son père quelques années auparavant. Toutefois, avant même qu'une année ne se soit écoulée, l'hyperinflation avait fait grimper ce même salaire à plus d'un million de couronnes. Aucun ordre social ne peut résister longtemps à ce genre d'attaque.

Ces conditions sociales poussèrent Hayek à prendre une décision fatidique. Avant la guerre, il avait été fortement attiré par la psychologie et avait pensé poursuivre une carrière dans ce domaine. Mais l'effondrement de la société autrichienne, ajouté à ce qu'il décrivait lui-même comme des convictions

socialistes modérées, le poussèrent finalement à choisir la science économique. Il entra à l'université avec l'idéalisme de celui qui veut découvrir les secrets de la gestion rationnelle de la société afin de mettre fin à la guerre, à la pauvreté et à la misère.

Hayek fut transformé par cette expérience. Non seulement parce qu'il avait acquis le bagage professionnel de l'économiste et qu'il était devenu l'un des jeunes esprits les plus prometteurs dans son domaine. Il avait aussi été admis dans le cercle d'un grand homme et, comme le sont de nombreux jeunes à l'université, avait été ensorcelé.

L'homme en question était Ludwig von Mises. Bien qu'il n'enseignait pas à l'université, occupant plutôt un poste haut placé à la chambre de commerce, Mises se trouvait à être le principal représentant de l'École autrichienne d'économie de sa génération. Après avoir obtenu le grand et rare privilège d'assister au séminaire privé de Mises sur la théorie économique, Hayek se retrouva bientôt à collaborer avec son maître à penser dans un exercice prometteur d'imagination économique : expliquer de façon rigoureuse pourquoi il est impossible qu'un système socialiste fondé sur la planification centralisée puisse fonctionner avec succès.

Pour nous qui avons été témoins de la chute du Mur de Berlin et de l'effondrement du système soviétique, ainsi que de la prospérité croissante de la Chine à mesure que les planificateurs relâchent leur emprise sur l'économie, démontrer l'impossibilité de la planification centralisée peut sembler aussi futile que prouver une nouvelle fois que la terre est ronde. Toutefois, une telle confiance en l'impossibilité de la planification n'est possible que pour ceux qui ont pu prendre du recul face aux événements du XXe siècle. Ceux qui vivaient au début du siècle voyaient le monde et les possibilités de l'avenir d'une façon très différente. À cette époque, l'expérience d'un socialisme à l'échelle nationale n'avait jamais été tentée. L'Union soviétique en était encore à ses premiers balbutiements et la direction qu'elle allait prendre paraissait encore incertaine. Partout en Europe, les gouvernements reconstruisaient les institutions effondrées sur le modèle socialiste, notamment dans la « Vienne rouge » elle-même.

La thèse de Mises se fondait sur ce qu'il appelait « l'impossibilité du calcul socialiste ». Les planificateurs prétendent

pouvoir calculer à l'avance combien la population aura besoin de souliers et de voitures, de manuels scolaires et d'édifices à bureaux, de docteurs et de menuisiers, et comment il sera possible de produire ces quantités au bon moment et de les affecter au bon endroit. Tout cela devait au surplus s'accomplir sur la base des motifs les plus nobles — subvenir aux besoins humains essentiels — sans l'utilisation d'un marché moralement suspect, activé par le moteur de l'intérêt personnel et lubrifié par le profit « gaspilleur ».

Mais ce genre de calcul socialiste, soutenait Mises, n'est que pure fantaisie. Les planificateurs prétendaient pouvoir organiser une infinité d'activités économiques qui nécessitent des choix à faire concernant l'affectation de ressources limitées — comme la main-d'œuvre, les matières premières, le capital et d'autres facteurs de production — dans le but de satisfaire des besoins humains. Toutefois, en l'absence d'un système de marché et sans l'aide de prix reflétant la situation réelle de l'offre et de la demande, les planificateurs ne pourraient s'appuyer sur aucune base rationnelle pour savoir où allouer les ressources productives de l'économie, ni pour déterminer qui devrait obtenir quoi, quand et pourquoi. Le calcul socialiste est impossible, affirmait l'École autrichienne, parce que la planification centralisée détruirait tout simplement la source des informations dont les planificateurs ont besoin pour planifier efficacement.

Keynes, le keynésianisme et la Dépression

La renommée de Hayek se répandit rapidement au sein des milieux universitaires, en partie à cause de son travail avec Mises, mais surtout à la suite de ses propres travaux révolutionnaires sur la nature des cycles économiques (largement effectués en tant que directeur de l'Institut autrichien pour la recherche économique, un poste prestigieux). Il devait quitter les ruines de l'Autriche quelques années plus tard, son pays natal étant devenu, selon sa propre expression méprisante, « une république de travailleurs et de paysans ». Sa nouvelle destination : la London School of Economics.

Le directeur du département d'économie de la LSE, Lionel Robbins, était alors préoccupé par la tournure que prenait la

science économique en Grande-Bretagne, sous l'impulsion de John Maynard Keynes, gourou montant de Cambridge. Il cherchait à attirer un nouveau porte-parole des vertus du marché, de la compétition et de la non-intervention. Lorsque Hayek vint présenter une conférence en 1929, il sut qu'il avait trouvé son homme. Dès 1931, Hayek était devenu titulaire d'une chaire d'économie à la LSE en plus d'être probablement le jeune économiste le plus influent de sa génération.

C'est ainsi que débuta une relation curieuse et complexe entre Hayek et Keynes. Il se disputèrent pendant des années, en tant que collègues cérémonieux mais aussi comme économistes rivaux, au sujet du rôle approprié du gouvernement dans l'économie et du type d'impact que devait avoir la théorie économique sur les politiques publiques.

Malgré la bienséance qui caractérisait leurs relations — par exemple, Hayek fut invité chez Keynes lorsque le personnel de la LSE dû fuir les bombardements nazis et trouver refuge dans l'environnement relativement sécuritaire de Cambridge — l'Autrichien ne pouvait s'empêcher d'éprouver une profonde méfiance envers Keynes. Brillant économiste, enseignant captivant, beau parleur et bon vivant, Keynes donnait à tout le monde l'impression d'être un personnage sorti de la Renaissance et l'un des intellects les plus puissants du pays.

Toutefois, aux yeux de Hayek, il apparaissait sous un autre jour — comme un homme toujours prêt à offrir une solution spécieuse et superficiellement convaincante à chaque problème, mais qui ne se préoccupait aucunement des conséquences à long terme de ses projets douteux. Après tout, c'est Keynes qui avait fait remarquer qu'à long terme, nous sommes tous morts. Hayek devait plus tard faire le lien entre l'insouciance de Keynes envers les valeurs traditionnelles et la morale (il se décrivait lui-même comme amoral) et son homosexualité, caractéristique qui, à l'époque, plaçait Keynes dans une situation extrêmement dangereuse et l'exposait à des risques réels de persécution et de poursuite judiciaire. Rien ne résume mieux les différences fondamentales de caractère qui séparaient Hayek de son rival de Cambridge que leurs attitudes respectives envers la sexualité. Hayek, sérieux et collet monté, fut insulté lors de son séjour à Cambridge de n'être jamais invité aux rencontres du club musical organisé par Keynes. Il

en découvrit plus tard la raison : pour utiliser son expression suggestive, ce club servait à des « fins homosexuelles ».

C'est toutefois le dilettantisme intellectuel de Keynes qui choquait le plus Hayek. Lorsque Keynes publia son *Traité sur la monnaie* en 1930, Hayek consacra une année entière à l'analyser avec attention puis écrivit une critique dévastatrice. Hayek fut scandalisé lorsque, à leur rencontre subséquente, Keynes lui avoua avec désinvolture être d'accord avec cette critique mais que ça n'avait plus d'importance, puisqu'il avait changé d'avis depuis longtemps de toute façon. Hayek regretta toute sa vie d'avoir été poussé par cet incident à négliger la critique du livre suivant de Keynes. Ce dernier balaya tout sur son passage et Hayek se rendit compte trop tard du danger.

La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de Keynes, publiée en 1936, devint la bible de toute une génération d'économistes, d'abord dans les universités, puis dans les gouvernements partout dans le monde. Les keynésiens, comme on devait les appeler plus tard, partageaient la croyance inébranlable de Keynes en la capacité des gens intelligents, comme lui-même, d'atténuer les cycles de croissance rapide et de récession propres au capitalisme. Cela devait être possible en manipulant le niveau de la demande dans l'économie nationale au moyen, par exemple, d'une expansion inflationniste de la masse monétaire ou de vastes programmes de travaux publics. Des actions vigoureuses de ce type semblaient attrayantes dans un monde déjà aux prises avec une dépression dévastatrice — beaucoup plus que les prescriptions économiques non interventionnistes de ceux qui, comme Robbins et Hayek, conseillaient de ne rien faire et de laisser les mécanismes auto-correcteurs de l'économie s'occuper du problème. À ceux qui s'inquiétaient des conséquences inflationnistes de ses mesures, Keynes rétorquait candidement que l'inflation était un trait caractéristique des civilisations montantes.

Hayek expliquait déjà, aux premières heures de l'apothéose de Keynes, pourquoi ce plan ingénieux finirait par frapper un mur. Il montra comment le recours systématique à des politiques keynésiennes ferait en sorte de produire sur le long terme à la fois de l'inflation, une stagnation économique et du chômage. Le long terme fut finalement atteint dans les années 1970, lorsque les économistes inventèrent un nouveau

mot, *stagflation*, pour décrire une condition que les keynésiens avaient toujours rejetée comme impossible. Loin d'être une « théorie générale », le livre de Keynes n'était aux yeux de Hayek rien d'autre qu'un pamphlet superficiel correspondant à l'air du temps.

Le long terme paraissait cependant bien abstrait et éloigné pendant les lugubres années 1930. Les espoirs et les attentes de la population s'effondraient de nouveau devant le chômage massif et la paralysie industrielle. Ces circonstances désespérées demandaient des réponses effrayantes, alors que les nations d'Europe continentale succombaient l'une après l'autre à des solutions totalitaires, souvent sous les applaudissements des intellectuels des pays anglo-saxons. Aux États-Unis, le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt amena l'instauration d'un gouvernement beaucoup plus activiste que ce que cette république avait jamais connu.

Les années de guerre

Ces nouveaux développements ne constituaient toutefois pas des politiques keynésiennes. Les idées de Keynes commençaient à peine à émerger hors des universités et n'avaient toujours pas gagné les esprits des décideurs. Un autre coup de pouce de l'histoire s'avérait nécessaire afin de créer les conditions idéales qui feraient accepter la confortable illusion d'une forme de gestion économique rationnelle et sans inconvénient, qui bannirait pour toujours les caprices inexplicables du marché et du laissez-faire. Ce coup de pouce survint le 3 septembre 1939, lorsque la guerre fut déclarée entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Lorsqu'elle s'appuie sur un large consensus social, la guerre provoque un ralliement vers un but collectif pour lequel la plupart des gens sont prêts à sacrifier une bonne partie de leur liberté personnelle. La Seconde Guerre mondiale offrait un modèle de guerre totale qui fit en sorte de pousser cette renonciation volontaire de la liberté vers de nouveaux sommets. Les Alliés se trouvaient en face de puissantes sociétés totalitaires qui pouvaient canaliser les énergies de chaque citoyen dans l'effort de guerre. La Grande-Bretagne, le Canada, les États-Unis et les autres pays combattants ne pouvaient se permettre

d'en faire moins. On conscrit non seulement les soldats, mais aussi la main-d'œuvre. Les bureaucrates remplacèrent les marchés dans l'allocation des matières premières; les besoins de l'effort de guerre, et non ceux des consommateurs, déterminèrent ce qui devait être produit et en quelle quantité. On instaura un contrôle des salaires, tout comme des prix et des profits. Les grèves ne furent plus tolérées. Les produits essentiels furent rationnés. Les médias se mirent de connivence avec les agents gouvernementaux pour diffuser la propagande de guerre dans le but de soutenir le moral de la population. Aucun sacrifice n'était trop grand.

Qui plus est, les Alliés comptaient dans leurs rangs l'Union soviétique, une société où l'on était habitué à ce genre de contrôle. Le front de l'est était essentiel au succès de l'effort de guerre. Alors que l'héroïsme, la lutte et les sacrifices des troupes et de la population soviétiques étaient constamment louangés par la machine propagandiste, les différences fondamentales entre les deux types de société faisaient l'objet d'un tabou, de peur d'insulter un partenaire crucial sur le plan militaire.

Les gens s'émerveillaient de voir à quel point l'effort de guerre s'avérait efficace. On avait remplacé le chômage par des mesures pour combler le manque de travailleurs, l'inflation avait été abolie par décret et, ultimement, les sacrifices portèrent fruits avec la défaite des puissances de l'Axe.

Le monde de l'après-guerre prend forme

Les administrateurs en charge de l'effort de guerre prirent note des succès engendrés par cette façon de faire très enrégimentée. Ils commencèrent à se demander pourquoi des gens brillants comme eux ne pourraient pas simplement continuer à guider l'économie tout en restructurant la société de telle façon que les fléaux d'avant-guerre qu'étaient la pauvreté, la faim et le chômage puissent être éliminés. Longtemps avant la fin de la guerre, des projets se préparaient pour transformer la planification en temps de guerre en ingénierie sociale permanente, et cela en tirant avantage du prestige d'un effort de guerre couronné de succès et de la solidarité sociale qu'il avait créée.

En Grande-Bretagne, le Rapport Beveridge (commandé par le gouvernement), qui proposait une vaste expansion de l'État-providence jusque-là embryonnaire, cristallisa cette nouvelle façon de voir. Le Parti travailliste remporta sa première majorité parlementaire à l'élection de 1945 grâce à un slogan qui suggérait d'appliquer les solutions de temps de guerre aux problèmes sociaux : « Et maintenant, gagnons la paix ». Les partisans américains du *New Deal*, renforcés dans leurs convictions aussi bien par la victoire militaire que par la nouvelle respectabilité intellectuelle du keynésianisme, étaient déterminés à mettre de l'avant des solutions interventionnistes. De façon plus inquiétante, on assistait en Europe de l'Est à la montée de penseurs plus simplistes encore qui rejetaient carrément toute forme de rôle pour le capitalisme et les marchés, souvent avec l'appui de la population comme en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Là-bas, la planification allait être totale et totalitaire, nécessitant la mise en place d'un rideau de fer pour séparer les deux types de société.

Les intellectuels s'illusionnaient dangereusement en croyant que la maîtrise de la vie sociale et économique se trouvait à leur portée. Profondément troublé par ce qu'il constatait autour de lui, Hayek se donna pour mission de dégonfler les prétentions à l'allure rationnelle des planificateurs ambitieux et de montrer qu'elles n'étaient en fait que le plus vieux truc de marketing au monde, c'est-à-dire de la publicité trompeuse. Les planificateurs promettaient un monde dans lequel les besoins et désirs du public seraient satisfaits plus efficacement et avec moins de gaspillage et de misère humaine que jamais auparavant. Hayek savait que la réalité serait plutôt que la vie des gens allait être planifiée de façon à satisfaire les besoins et les désirs des planificateurs eux-mêmes. Et en bout de ligne, si on laissait libre cours à ce mouvement, le gaspillage économique et la perte de liberté individuelle s'avéreraient désastreux.

En route vers l'oubli

Voilà l'argument principal du livre classique de Hayek publié en 1944, *La route de la servitude*, sa seule tentative

de rejoindre un large public dans un langage vulgarisé et polémique. L'impact du livre sur sa vie professionnelle comme sur l'opinion publique semble presque inimaginable aujourd'hui, tellement ces idées font maintenant partie des débats courants.

D'un seul coup, Hayek se mit à dos la communauté intellectuelle dont il avait été jusque-là un si grand représentant. Comme s'il avait commis un quelconque impair social impardonnable, il fut banni de la bonne société des jeunes gens brillants et totalement convaincus que leur savoir, leurs bonnes intentions et leur dévotion désintéressée envers le bien public permettraient l'émergence d'une ère d'épanouissement humain sans précédent. À peu près seul parmi les intellectuels de gauche britannique, George Orwell se trouva en accord avec une bonne partie du livre, mais il est vrai qu'il avait observé de ses propres yeux pendant la Guerre civile espagnole le flirt dangereux de la gauche européenne avec le totalitarisme. Quoi qu'il en soit, à plus long terme les idées de Hayek allaient se révéler si convaincantes que même ses collègues lui redonnèrent finalement leur estime professionnelle, après l'attribution d'un Prix Nobel en 1974, trente ans après la parution de *La route de la servitude*.

Plus remarquable encore fut l'impact du livre sur l'opinion publique, qui se vendit relativement bien en Grande-Bretagne. Lorsqu'il atteint les États-Unis, toutefois, *La route de la servitude* devint un véritable phénomène dans le monde de l'édition. Il fut réimprimé à plusieurs reprises en plus de connaître un énorme succès dans une version écourtée publiée par *Reader's Digest*. Le magazine *Look* en publia aussi une version en bandes dessinées. Les milieux d'affaires tout comme la presse en général se montrèrent grandement favorables au point de vue exprimé dans le livre. Hayek se lança dans une tournée de conférences et reçut partout un accueil chaleureux, sauf dans les milieux intellectuels et universitaires où on continuait à le dénoncer.

Keynes réserva un accueil positif au livre même si son message central sembla lui échapper. Il expliqua à Hayek que même si les dangers qu'il décrivait pouvaient en effet se produire, on pourrait facilement éviter un débordement aussi longtemps que des gens intelligents et bien intentionnés comme eux resteraient aux commandes. Évidemment, une

partie de l'argumentation de Hayek était justement que les gens honnêtes finiraient par être corrompus ou par abandonner devant l'obligation d'appliquer des mesures coercitives nécessaires pour donner à la planification centralisée un semblant de succès. Keynes devait mourir quelques temps après et personne n'avait alors la stature pour s'opposer au rouleau compresseur de la planification, conduit en grande partie par les disciples de Keynes. Ces derniers rachetaient avec un surplus d'enthousiasme ce qui leur manquait de la subtilité de leur maître et de sa volonté de modérer ses idées par l'expérience. Quelques années plus tard, pratiquement tous les pays européens comptaient un ministre de la planification au gouvernement et un premier ministre britannique conservateur put affirmer, sans crainte d'être contredit, que « nous sommes tous des keynésiens maintenant ». Rien de plus n'est sans doute nécessaire pour expliquer la dédicace de *La route de la servitude :* « Aux socialistes de tous les partis ».

La prétention à savoir

La route de la servitude contenait, souvent sous une forme embryonnaire, l'essentiel de la philosophie sociale et politique que Hayek allait passer le reste de sa vie à élaborer dans des ouvrages universitaires comme *La constitution de la liberté*, ou *Droit, législation et liberté*, son chef-d'œuvre en trois volumes qui parut dans sa forme complète en 1979. Et pour trouver les racines de son raisonnement, il faut remonter jusqu'à son travail avec Mises sur le débat à propos du calcul socialiste.

Les craintes qu'entretenait Hayek aussi bien envers la gestion de la demande de type keynésien qu'envers la planification sociale en général, tout comme par ailleurs sa condamnation des frères jumeaux que sont le fascisme et le communisme, tiraient leur source dans la compréhension d'une idée cruciale qui l'avait poussé à abandonner ses premières convictions socialistes : celle des limites de la connaissance et de la sagesse humaines.

Comme Mises l'avait montré, les planificateurs détruisent ce dont ils ont besoin pour réussir leur travail : les signaux constitués par des prix engendrés librement et qui reflètent la

situation véritable de l'offre et de la demande. Ce n'est qu'avec leur aide qu'ils pourront savoir où des ressources limitées pourront être dirigées de façon à assurer le plus grand bien collectif. Et Mises ne visait pas seulement le prix du lait ou celui des briques et des maisons. Il se préoccupait aussi des salaires; quel devrait être le prix de chaque type de main-d'œuvre de telle façon qu'il n'y ait ni surplus ni pénurie, mais plutôt que l'offre et la demande soient en équilibre ? Et que dire des taux d'intérêt, qui ne sont que le prix que l'on doit payer pour utiliser l'argent de quelqu'un d'autre ?

Planifier une économie implique donc la connaissance d'un tas de choses : quand et pourquoi les gens veulent travailler, de même que quand et à quel endroit leurs compétences seront requises; le niveau de la demande à venir pour des biens et services particuliers, et donc quand augmenter la capacité de production ou quand fermer de vieilles usines; comment de nouvelles technologies et d'autres découvertes feront en sorte de modifier les besoins des gens de façon imprévisible. De façon plus fondamentale, cela implique qu'il faut savoir ce que les gens veulent vraiment et ce dont ils ont besoin. Il suffit de faire un faux pas en prenant l'une de ces décisions pour que tout le système compliqué d'engrenages qu'est l'économie se détraque tranquillement.

L'argument central de Hayek est cependant que toute connaissance humaine — et en particulier les informations dont disposent les planificateurs — est irrémédiablement fragmentaire et incomplète. Personne ne peut avoir accès à la connaissance dont les planificateurs auraient nécessairement besoin pour diriger avec succès les relations sociales.

L'auteur de *La route de la servitude* ne se fatiguait jamais de dire que sa propre profession économique était coupable de cette prétention, celle d'avoir à sa disposition un savoir qu'elle n'avait pas et ne pourrait jamais avoir, usant ainsi du prestige de la science pour masquer une grossière mainmise sur les leviers de pouvoir et d'influence. Cette idée occupait une place tellement centrale dans sa vision du rôle des sciences sociales dans l'évolution de la civilisation que Hayek se servit de la plus prestigieuse tribune qu'il allait jamais occuper, celle de son discours d'acceptation d'un Prix Nobel, pour la réitérer une fois de plus. Loin de s'excuser pour les vues qui avaient mené à son ostracisme des milieux universitaires trente ans

auparavant, il y dénonça ses collègues économistes pour leur « prétention à savoir » (le titre de son discours); pour avoir cru, et avoir amené d'autres à croire, qu'ils avaient ou pouvaient obtenir suffisamment de connaissances pour diriger et contrôler une chose aussi complexe et difficile à comprendre qu'une économie.

L'illusion synoptique

Pour un esprit moderne, les attaques de Hayek contre les sciences sociales peuvent bien sûr apparaître comme une sorte d'anti-intellectualisme. Après tout, s'il y a un préjugé auquel la civilisation moderne s'accroche avec obstination, c'est bien celui qui veut que rien ne peut se soustraire à la capacité humaine de tout comprendre et tout contrôler. Et les multiples merveilles et miracles apparents accomplis grâce à la science et à la raison nous laissent peu de motifs de douter de leur pouvoir.

Sans doute de façon ironique, la mission que s'est donnée Hayek dans la vie était d'utiliser la raison pour convaincre l'humanité des limites de la raison. Selon lui, même en tenant compte des impressionnantes machines pour ramasser et traiter l'information dont nous disposons aujourd'hui, nous sommes tous inévitablement humains et donc sujets aux faiblesses de la condition humaine. Au sommet de la liste de ces faiblesses se trouve d'ailleurs notre principal instrument pour comprendre et interpréter cet impressionnant bagage de connaissances scientifiques : l'esprit humain.

On aura beau s'émerveiller de tous les prodiges accomplis par l'esprit humain de façon générale dans le contexte de la culture et de la société, il n'en demeure pas moins que le cerveau considéré individuellement s'avère un instrument remarquablement limité. Le jeune étudiant en psychologie qu'était Hayek était constamment fasciné par ce phénomène, et il y consacra un ouvrage fécond dans les années 1950 sous le titre de *L'ordre sensoriel*.

Ainsi, la recherche scientifique démontre que chacun d'entre nous n'est capable de jongler qu'avec un nombre étonnamment restreint d'idées distinctes à un moment précis — des idées qu'une imagination disciplinée peut juxta-

poser, manipuler et utiliser pour réfléchir. Cette « capacité d'appréhension » (*channel capacity*) est de 5 à 10 idées à la fois chez l'individu moyen et n'a pratiquement pas changé depuis les débuts de la civilisation humaine.

La comparaison entre cette pitoyable capacité d'appréhension et la quantité énorme d'information que nous possédons sur le monde social, économique et physique offre une leçon d'humilité instructive. Le savoir humain gonfle à un rythme sans précédent. Dans certains secteurs avant-gardistes comme l'informatique, la quantité totale de connaissances double environ tous les 18 à 24 mois, alors que l'ensemble du savoir humain double environ tous les 15 ans. Chacun de nous est donc poussé à se spécialiser de plus en plus et doit se rabattre sur un champ de connaissance de plus en plus restreint. En d'autres mots, notre ignorance relative croît plus vite que la vitesse avec laquelle nous pourrions espérer nous éduquer, parce que notre aptitude à acquérir et à comprendre l'information est plutôt invariable, alors que le savoir collectif augmente de façon exponentielle.

Aucune des deux stratégies auxquelles les planificateurs en herbe font habituellement appel ne peut en réalité permettre de surmonter ces limites. La première de ces stratégies repose sur la technologie; si nous construisons des ordinateurs suffisamment puissants et que nous les bourrons de données sur tous les aspects d'un problème, nous réussirons à traiter artificiellement suffisamment d'information et éviter ainsi les contraintes de l'esprit humain. Malheureusement, on oublie que les ordinateurs ne peuvent savoir plus que ce avec quoi les humains les programment et qu'une bonne partie de cette information dont dépend le bon fonctionnement de l'économie n'est souvent connue de personne, ou bien est inextricablement liée à un endroit ou un moment en particulier, ou alors sa pertinence est mal évaluée par les humains, y compris ceux qui programment les ordinateurs. Il faut aussi tenir compte du fait que le répertoire des connaissances n'est pas immuable, mais qu'il évolue à mesure que les innovations techniques et autres — en parallèle avec les changements dans les besoins et les préférences des gens — redessinent le paysage intellectuel d'une société et d'une économie.

Prenons l'exemple d'un homme dans la campagne de Nouvelle-Écosse qui possède une petite entreprise fabriquant

des souvenirs typiques des Highlands écossais tels que des sporrans (bourses en peau portées sur le devant du kilt), des dagues et des boucles de ceinture. Un jour, il tombe sur une annonce dans le journal où l'on fait un appel d'offres pour la fourniture de pièces utilisées dans la construction d'avions. Il se rend vite compte qu'avec l'équipement qu'il possède, il pourrait facilement fabriquer les pièces en question, et il soumet une offre. On le retrouve plus tard travaillant avec succès dans ces deux domaines. Le fait à noter est qu'aucun planificateur à Halifax ou à Ottawa n'aurait inclus notre homme dans leur liste de fournisseurs potentiels de pièces d'avion, parce qu'il ne savait pas lui-même qu'il possédait cette habileté. Par le hasard de la lecture d'une annonce, il a appris quelque chose sur lui-même et a pu transformer la minuscule fraction de l'économie dont il est le centre. L'économie dans son ensemble est composée de millions d'individus comme celui-ci qui ne connaissent jamais tout à fait la situation dans laquelle ils se trouvent. Comment des planificateurs éloignés pourraient-ils eux-mêmes en savoir plus ?

L'autre stratégie dont se targuent les planificateurs pour surmonter leur ignorance est de prétendre qu'ils n'ont pas vraiment besoin de connaître les détails, mais seulement les grandes lignes — qu'ils peuvent simplifier des processus sociaux complexes en les réduisant à des agrégats statistiques. Mais du point de vue hayékien, il s'agit là d'une « illusion synoptique », comme lorsqu'on croit qu'une carte géographique en deux dimensions peut remplacer le monde réel en trois dimensions. Les cartes sont utiles lorsqu'on veut s'orienter ou pour mettre en relief les distances entre divers points, mais elles ne peuvent accomplir cela qu'en dépouillant le monde de sa complexité désordonnée et en le déformant pour qu'un bout de papier puisse le contenir. La plupart des gens ont une vision déformée du monde basée sur la projection de Mercator et croient ainsi que le Groenland a en gros la même surface que l'Amérique du Sud, alors qu'en fait, le continent sud-américain est onze fois plus gros. Puisque les gens vivent dans une réalité complexe et non dans des modèles rudimentaires, ceux qui croient pouvoir planifier le monde en se basant sur des cartes ou des agrégats statistiques se retrouvent simplement à avoir l'air d'arriver d'une autre planète, ce qui, dans un certain sens, est exact.

Notre capacité considérable à satisfaire les désirs et les besoins humains découle de notre savoir-faire, mais ce savoir est — et doit être — largement dispersé et prisonnier des esprits et de l'expérience de milliards d'individus. Avec des esprits aussi limités et des connaissances si vastes, variées et impossibles à rassembler dans un tout cohérent, nous sommes condamnés à une spécialisation de plus en plus grande comme individus et, ce qui en est le corollaire, à une dépendance accrue envers les autres qui se spécialisent de la même façon dans leurs domaines. Le contemporain viennois de Hayek et aussi son collègue à la London School of Economics, le philosophe Karl Popper, le formula de cette façon : « Notre savoir ne peut qu'être limité, alors que notre ignorance doit nécessairement être infinie ».

L'ordre abstrait

Comme Hayek ne cessait jamais de le faire remarquer, notre interdépendance est à la fois le facteur principal de la vie économique et l'obstacle majeur à une planification sociale réussie. Si le savoir sur lequel comptent les individus, les entreprises et les gouvernements est non seulement largement dispersé, mais l'est nécessairement, comment ces informations peuvent-elles être mises en évidence et employées par ceux qui en ont besoin ? Ce dilemme jette un nouvel éclairage sur la science économique, en la présentant comme l'étude d'une énorme tâche de coordination.

Seul un système décentralisé — dans lequel les gens sont libres de tirer parti des occasions souvent connues d'eux seuls qui se présentent, dans lequel ils peuvent s'entendre sur des échanges volontaires de biens, de services et d'idées, et dans lequel de nouvelles informations sont constamment découvertes et intégrées — permettra d'atteindre la coordination voulue. Une telle dispersion du pouvoir et des ressources entre des organisations et des individus en compétition les uns avec les autres encourage chacun à tirer profit au maximum de ce qui se présente à lui. Hayek appelait ce modèle de compétition économique une « procédure de découverte », un processus par lequel la société trouve et met à l'œuvre le savoir utile au sein de l'ordre social. À l'opposé, une organisation centralisée

se doit d'agir uniquement sur la base de l'information que possèdent les décideurs à sa tête. Paradoxalement, la confusion bourdonnante, florissante et décentralisée du marché cache donc un ordre profond aux larges assises.

À cette critique de la planification fondée sur la connaissance, Hayek ajouta un autre élément, ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui le problème du pluralisme inévitable des valeurs. Encore éblouis par le succès de leur effort de guerre, les planificateurs d'après-guerre envisagèrent un consensus universel similaire sur les objectifs de la société en temps de paix. Ils pensaient que des gens rationnels seraient naturellement d'accord avec l'harmonie grandiose de leurs plans. Mais Hayek, toujours aussi sceptique, voyait bien que les citoyens ne mettraient pas leurs propres rêves de côté pour s'accorder avec les petits projets ficelés par des bureaucrates bien intentionnés. Les valeurs des individus sont une donnée de base, et seule une société où l'on respecte la diversité des buts pourra créer un environnement dans lequel les individus mettront volontairement et énergiquement à profit leur savoir et leurs aptitudes au service des autres. On entend toutefois déjà l'objection des planificateurs; sans accord sur ce que nous tentons d'accomplir, comment peut-on arriver à coordonner la masse des activités disparates qui constitue la société moderne ?

Encore une fois, Hayek vit que la solution à cette absence de consensus sur les fins de la vie sociale était semblable à celle qui pouvait résoudre le problème des connaissances limitées : le marché et son indispensable mécanisme de signalisation que sont les prix engendrés librement et guidant l'offre et la demande. Lorsque nous nous laissons guider dans nos activités par ces signaux impersonnels, nous pouvons en effet travailler avec tous les autres individus dans la sphère économique, échanger avec eux de l'information et d'autres ressources, sans même avoir à se mettre d'accord sur les buts et les objectifs que nous poursuivons. Nous n'avons nul besoin de bureaucrates pour répartir les ressources entre nos diverses activités. Chacun d'entre nous poursuit ses propres buts, tout en coopérant avec d'autres inconnus qui font la même chose, dispersés sur la surface du globe.

Dans le vocabulaire de Hayek, on voit là la différence entre une société planifiée et un « ordre abstrait ». Un ordre abstrait ne demande pas à des individus différents de s'entendre sur des buts communs, mais plutôt sur des règles pratiques de base gouvernant le comportement de chacun dans la poursuite de leurs buts privés. Le code de la route en offre une bonne analogie. Toute personne est libre d'utiliser les routes publiques pour se rendre à la destination qu'elle a choisie, à la condition expresse de respecter les règles qui permettent à des millions d'autres camions et voitures d'utiliser la même route en même temps tous les jours. Les autres conducteurs n'ont aucunement besoin d'être d'accord avec votre destination. L'entrelacement complexe des mouvements de la circulation forme ainsi un ordre abstrait, issu de l'interaction entre les règles publiques et impersonnelles de la route et les choix de destination privés des conducteurs.

Parce que l'ordre abstrait est le fondement invisible de la plupart de nos contacts quotidiens, nous ne sommes pas plus conscients de sa présence que des battements de notre cœur. C'est pourtant grâce à lui que nous pouvons concrétiser nos objectifs à l'intérieur d'une société énorme, complexe et pluraliste. Lorsque j'embarque dans un avion à Halifax en direction de Vancouver, je n'ai aucune raison de consacrer la moindre réflexion à tout le savoir — concernant le pilotage, la navigation, le contrôle du trafic aérien, le traitement d'information, l'administration des aéroports, la restauration, la sécurité, la métallurgie, le ravitaillement, l'entretien, la propulsion, et quoi encore — dont dépend le fait que j'arrive à destination. Mon ignorance n'a aucun impact sur le succès de mon voyage puisque, dès que je présente ma carte de crédit, des milliers de personnes qui, elles, possèdent toutes ces parcelles de savoir essentielles, accourent pour les placer à mon service.

De façon tout aussi importante, ces personnes n'ont pas besoin de savoir quoi que ce soit sur moi ou sur les raisons de mon voyage. Je n'ai pas besoin de les convaincre de m'aider à me rendre à destination. Nous coopérons, et un vaste réseau de coopération sociale entre en jeu, non pas parce que nous nous sommes mis d'accord sur quoi que ce soit mais simplement parce que nos intérêts coïncident.

Certains de ses détracteurs trouvaient que Hayek exagérait grandement dans son opposition à la direction que prenait la société d'après-guerre. Personne en Grande-Bretagne ou aux États-Unis ne suggérait une planification globale de la société. Au contraire, le keynésianisme, pour ne prendre qu'un exemple, ne prescrit que des interventions chirurgicales dans l'économie, sur la base d'un diagnostic minutieux des maux du marché à un moment ou à un autre. Les bureaucrates ne visent aucunement à substituer leur jugement à celui des entreprises et des individus partout et en tout temps, mais seulement lorsqu'il leur est possible de contribuer à un résultat meilleur que celui atteint par les mécanismes apparemment chaotiques du marché.

Mais cela aussi, répliquait Hayek, n'est qu'une illusion. L'offre et la demande, de même que les prix qui en résultent, représentent un vaste réseau de communication intimement relié. Remplacez une partie de ce réseau par des informations fausses — c'est-à-dire, par ce que les bureaucrates s'imaginent que cette information devrait être, par opposition à ce qui est indiqué par les actions des individus — et le réseau va commencer à se défaire. L'impact est très lent à se faire sentir et presque imperceptible au début mais, encore une fois, on doit compter avec ce gênant long terme. Hayek affirmait avec conviction que la conséquence d'une intervention même très limitée serait une clameur de plus en plus forte pour toujours plus d'intervention.

Pour illustrer ceci, supposons que le gouvernement décide qu'il serait bon pour la santé des enfants s'ils buvaient plus de lait. La plupart des gens seraient d'accord pour dire qu'il s'agit d'un objectif louable. Le gouvernement conclut que la meilleure façon d'atteindre cet objectif est de fixer par décret le prix du lait à un niveau inférieur à celui offert sur le marché. On trouve illico du lait à meilleur prix sur les tablettes des magasins.

Il va sans dire que cette décision bureaucratique aura deux effets contradictoires sur le marché du lait. D'abord, suivant l'intention du gouvernement, la demande est stimulée; on boit plus de lait qu'auparavant. La conséquence inattendue est toutefois que les producteurs de lait marginaux, ceux qui réussissaient à peine à survivre en écoulant leur lait au prix

initial, sont maintenant poussés à la faillite. Leur production disparaît donc du marché, ce qui entraîne une pénurie.

Le gouvernement a maintenant le choix; ou bien il cesse d'intervenir sur les prix et de provoquer le déséquilibre entre la demande et l'offre de lait, ou bien il se laisse entraîner encore plus dans ce processus d'imposition de son propre jugement à la place de celui du marché. Par exemple, il peut tenter de réduire les coûts pour les fermiers en contrôlant aussi les prix des vaches, de la nourriture pour animaux et des terres agricoles. Il peut subventionner les fermiers en leur offrant un prix plus élevé et en comblant la différence avec l'argent des contribuables. Il peut nationaliser les fermes et ainsi éliminer le « gaspillage » que sont les profits. Ou il peut carrément forcer les fermiers à produire du lait et à le vendre à perte.

Chacune de ces réponses apporte toutefois de nouvelles conséquences indésirables. Des surplus de lait font leur apparition et doivent être entreposés ou écoulés à bas prix sur les marchés internationaux, à mesure que le gouvernement stimule la production avec des subventions. D'autres industries s'organisent sur le plan politique et tentent elles aussi de se faire reconnaître comme essentielles à la santé publique de façon à recevoir des subventions. Ou bien les fournisseurs d'équipement et de produits agricoles se retirent de ce marché parce que les prix contrôlés les empêchent eux aussi de survivre. Ou peut-être les bureaucrates mettent-ils leurs bottes en caoutchouc pour aller traire les vaches en suivant l'horaire négocié dans leur convention collective. À moins qu'on assiste à un effondrement graduel de la production à mesure que des fermiers appauvris décident d'abandonner leurs fermes. La dysfonction du système s'approfondit à chaque nouvelle intervention du gouvernement.

Les détracteurs de Hayek ont prétendu qu'il soutenait que la moindre intervention étatique mènerait automatiquement et inévitablement au totalitarisme, mais il n'a en fait rien dit de la sorte. Ce qu'il a dit est que chaque intervention force le gouvernement à faire un choix : ou bien il se laisse entraîner dans une spirale interventionniste qui le mènera beaucoup plus loin que ce qu'il prévoyait au départ, ou bien il retire son intervention originelle. Il n'existe en effet aucun point d'équilibre. Ou bien on suit la logique interventionniste, qui

mène petit à petit à d'importantes pertes de liberté, ou bien on rebrousse chemin. Les ingérences aux limites strictes ou ciblées de façon précise, qu'il s'agisse de subventions agricoles, de contrôle des loyers, de commerce dirigé ou de gestion de la demande, ne sont qu'un mythe.

Il n'est pas non plus exact de prétendre que Hayek s'opposait à toute forme de planification. Au contraire, Hayek voyait bien que nous devons tous constamment planifier pour réaliser nos objectifs, de façon individuelle ou comme membres d'organisations. Chaque entreprise doit avoir un plan pour découvrir ce que veulent les consommateurs, un plan pour les informer de ce que l'entreprise a à leur offrir, un plan pour savoir où investir, comment financer ces investissements, et ainsi de suite. L'économie est faite d'une multitude de petites organisations planificatrices, chacune ayant pour objet un pan de la vie économique assez restreint pour être géré. Hayek mettait toutefois en garde contre le fait que les planificateurs ne peuvent planifier pour la société tout entière que s'ils font passer leur propre plan avant celui de millions d'individus et d'organisations, forçant ainsi tout le monde à s'en remettre à une réserve de connaissances foncièrement réduite et rendant les efforts de chacun infiniment moins utiles pour eux-mêmes comme pour les autres.

Même si Hayek s'opposait de façon implacable aux actions des gouvernements ayant pour effet de déstabiliser les signaux guidant le marché, il ne croyait aucunement que l'État devait se limiter à un rôle minimal. Il cherchait plutôt à établir quelques règles pour encadrer les actions du gouvernement de telle façon qu'elles soient compatibles avec l'ordre social en général. Par exemple, il se serait opposé au salaire minimum obligatoire parce que celui-ci court-circuite une information essentielle sur le niveau de salaire auquel la main-d'œuvre disponible pourrait être mise au travail. Il n'avait cependant aucune objection, vers la fin de sa vie, à l'idée d'un revenu minimum garanti, à condition qu'il s'applique à tout le monde et que l'arrangement fiscal qui permettra de le financer laisse intactes les différences relatives de revenu engendrées par le marché. Il reconnaissait qu'un tel revenu minimum garanti aurait un impact négatif sur l'incitation au travail, mais pensait néanmoins qu'il s'agissait là d'un choix légitime dans une société démocratique.

Un plan de contre-offensive

Hayek organisa une réunion à Mont Pèlerin en Suisse en 1947 avec des gens qui partageaient ses idées. Parmi ceux qui répondirent à l'appel se trouvaient quatre futurs prix Nobel, dont Milton Friedman et George Stigler, de même que des intellectuels brillants comme Bertrand de Jouvenel, Frank Knight, Ludwig von Mises, Michael Polanyi, Karl Popper et Henry Hazlitt. Ils se mirent d'accord pour fonder ce qu'ils appelèrent la Société du Mont Pèlerin. La nouvelle organisation entreprit de dénicher et d'encourager les contacts entre des intellectuels qui partageaient ses idées fondamentales, en se structurant effrontément sur le modèle des nombreux partis communistes avec des « cellules » dans les coins les plus reculés et une procédure stricte et contrôlée pour devenir membre. Au fil des ans, la société a énormément grandi en nombre et en prestige et ses conférences annuelles sont maintenant l'endroit le plus recherché dans le monde pour les penseurs libéraux classiques, libertariens et conservateurs qui veulent échanger des idées et tester leurs arguments. Hayek devait écrire plus tard que « j'ai la conviction que les tentatives vraiment sérieuses chez les intellectuels de réhabiliter l'idée de liberté individuelle, surtout dans le domaine économique, remontent à la fondation de la Société du Mont Pèlerin ».

Dans les années qui suivirent ces événements, Hayek trouvait que le développement de la société britannique prenait une tournure de plus en plus alarmante. Ajouté à son propre ostracisme social, l'atmosphère devenait simplement trop oppressante. Il décida alors de ramasser ses affaires et de partir pour les États-Unis, plus précisément pour l'Université de Chicago.

Suivirent alors non pas un seul, mais deux divorces. Après 20 ans, Hayek quittait la London School of Economics, mais il quittait aussi celle qui était son épouse depuis 25 ans ainsi que sa fille et son fils pour épouser son amie de cœur du temps de son enfance à Vienne, qui était devenue veuve. Ce nouveau mariage allait durer jusqu'à sa mort. Lionel Robbins, le mentor patricien de Hayek à la LSE, fut tellement scandalisé par l'attitude de ce dernier envers sa première femme, Hella, qu'il refusa par la suite de parler à son ancien protégé pendant des années.

Les vingt années suivantes furent parmi les plus productives de la vie de Hayek. Il trouva l'atmosphère intellectuelle aux États-Unis stimulante et rafraîchissante; il dédia son énorme bouquin publié en 1960, *La constitution de la liberté*, à « la société inconnue grandissant en Amérique ». La mode intellectuelle dans cette société pointait cependant vers une direction autre que celle que Hayek aurait apprécié, comme l'illustraient la croissance des dépenses gouvernementales et la mise en place de programmes sociaux aux objectifs naïfs comme celui de la « Guerre à la pauvreté » de Lyndon Johnson.

Lassé de l'approche populiste pour vendre ses idées, Hayek revint pendant ces années à ce qu'il savait le mieux faire : exposer dans un langage universitaire moderne les racines intellectuelles profondes de sa philosophie libérale classique. Son but était d'influencer la classe montante des jeunes intellectuels en leur offrant une façon différente de voir le monde.

L'ordre spontané

Il fallait, pour réhabiliter la vision libérale classique du monde, que la fameuse image d'Adam Smith — celle d'une « main invisible » guidant des marchés non réglementés pour le bénéfice de la société dans son ensemble — soit expliquée d'une nouvelle façon. Ne pas intervenir n'était plus une option attrayante pour les intellectuels parce que, concluait Hayek, ceux-ci partaient du point de vue erroné que la raison humaine avait, d'une certaine façon, élaboré la société et ses institutions majeures telles que le marché. Ce que la raison avait créé, elle pouvait aussi le rejeter, le rénover ou le remplacer.

Hayek blâmait les Grecs pour cette confusion intellectuelle néfaste, car c'était eux qui avaient divisé le monde en deux catégories, le naturel et l'artificiel. La tradition libérale classique — qui inclut non seulement les économistes autrichiens, mais aussi les géants de la tradition intellectuelle occidentale que sont Adam Smith, David Hume, Edmund Burke, Alexis de Tocqueville et les pères fondateurs de la république américaine — maintenait l'existence d'une troisième catégorie d'institutions d'origine humaine, celles qui, selon la phrase

célèbre du contemporain d'Adam Smith, Adam Ferguson, sont « le produit de l'action humaine, mais non de l'intention humaine ».

Façonnées par des millénaires de tentatives réussies et d'échecs, et issues de circonstances que nous pouvons au mieux à peine percevoir, ces institutions humaines ne peuvent être le produit d'une quelconque intelligence créatrice. Le langage, les traditions sociales, le droit coutumier, la monnaie, et surtout les échanges économiques librement établis, ne sont que quelques-uns des résultats de l'expérience accumulée d'êtres humains ayant confronté leur gros bon sens aux problèmes de la nature et des circonstances sociales. Ils représentent le condensé de ce que l'expérience humaine a pu découvrir qui fonctionne pour satisfaire nos besoins variés. Parce qu'ils découlent d'une multitude de circonstances et d'influences trop variées et trop obscures pour être comprises dans leur totalité, ils offrent un guide rationnel pour l'action que la raison individuelle ne peut supplanter qu'à ses risques et périls.

Cette interprétation évolutionniste de la croissance de la société met fondamentalement en doute la notion selon laquelle une volonté humaine doit être à l'origine du remarquable ordre social qui nous permet d'atteindre nos buts et qui fait en sorte que les autres agissent envers nous de manière prévisible. Si cette vision autoritaire de l'origine de l'ordre social était la bonne, l'ordre que nous connaissons ne serait alors que le choix d'une quelconque volonté humaine. Comme simple choix, il pourrait être repensé de façon à générer un résultat préférable pour une raison ou une autre.

Mais au contraire, Hayek offrait une vision d'un ordre social qui n'était pas le résultat d'une intention, mais qui surgissait plutôt d'une façon « spontanée ». Dans un ordre spontané — tout comme dans l'ordre abstrait, le terme que Hayek utilisait auparavant — les gens visent leurs propres buts dans le cadre de règles qui facilitent la coopération avec les autres. La notion d'ordre spontané ajoute une dimension supplémentaire : elle indique que les règles elles-mêmes, à cause de leur pedigree coloré par l'évolution, permettent l'émergence d'un niveau de coopération infiniment plus riche et complexe que des règles inventées par des gens ingénieux. Tout comme les tentatives d'« inventer » une langue universelle,

telle l'espéranto, semblent toujours déboucher sur de pâles imitations des langues complexes raffinées et enrichies par des millénaires d'expérience humaine, les morales toutes faites et les économies planifiées réduisent elles aussi la complexité des relations humaines à ce que l'esprit limité qui les met en forme peut comprendre. Personne ne peut connaître toutes les circonstances qui donnent naissance aux règles qui gouvernent l'économie, ni ne peut appréhender toutes ces règles elles-mêmes, formelles et informelles.

On peut observer à très petite échelle le fonctionnement de l'ordre spontané par l'exemple de deux collèges voisins dans le Midwest américain. L'un a réalisé son campus en suivant les principes esthétiques rationnels de l'architecte. Un ensemble harmonieux de petits chemins a été tracé pour relier les édifices, offrant du haut des airs un magnifique aspect de symétrie. L'autre collège, fondé il y a plus de 150 ans, a laissé les étudiants déterminer quels étaient les parcours les plus utiles; il a ensuite pavé ces chemins déjà bien battus. Le second campus est certainement moins joli à observer d'en haut, mais sa configuration s'avère malgré tout mieux adaptée aux besoins de ceux qui l'utilisent, alors que dans le cas du premier, les étudiants ont de toute façon superposé leur volonté à la vision de l'architecte en créant des sentiers pas très jolis à travers la pelouse aménagée.

Du point de vue économique, l'ordre spontané devint la pierre angulaire de l'argumentation de Hayek en faveur du libre marché, parce qu'il offrait une explication très convaincante de la façon dont les activités contradictoires de milliards d'êtres humains poursuivant chacun sa propre voie pouvaient être coordonnées avec des effets malgré tout bénéfiques : par la libre circulation d'informations contenues dans les prix et guidant toutes les formes d'activité économique sans l'aide d'une intervention autoritaire du gouvernement. Cette importance cruciale qu'il accorde à l'ordre spontané contredit l'argument selon lequel Hayek était une sorte de partisan radical d'une implication zéro du gouvernement dans l'économie. Ses détracteurs croyaient souvent qu'ils n'avaient qu'à montrer que les marchés ne peuvent exister sans des « interventions » de l'État — telles qu'une loi sur les contrats ou des tribunaux pour faire respecter les droits de propriété — pour discréditer l'idée de non-intervention comme étant un mythe.

L'argument de Hayek était toutefois fort différent et s'appuyait sur l'idée que l'économie se développe à partir d'une interaction complexe entre, d'une part, des règles évolutives qui découlent d'une profonde expérience humaine, et de l'autre, l'activité propulsée par les désirs et l'ingéniosité des personnes. Ainsi, même s'il est en effet indispensable pour le bon fonctionnement de l'économie que le gouvernement fasse observer les règles issues de l'évolution, les tentatives de substituer à celles-ci des dispositions bureaucratiques récemment inventées se fondent, selon Hayek, sur un « faux raisonnement constructiviste ». Aussi rationnels que paraissent leurs projets, les planificateurs étatiques ne possèdent tout simplement pas le savoir nécessaire pour mettre sur pied de nouvelles institutions qui pourraient produire de meilleurs résultats que ceux engendrés par la sagesse accumulée, parfois de façon implicite, de l'humanité.

La révolution thatchérienne

Comme il l'avait prévu, la contre-révolution intellectuelle lancée par Hayek ne commença à marquer des points que lorsque la planification centralisée se révéla être une grande déception. La première véritable percée eut lieu en Grande-Bretagne. Pendant plus de 30 ans, les partis travailliste et conservateur s'étaient fait concurrence pour prouver aux électeurs qu'ils étaient les manipulateurs les plus compétents des instruments de gestion économique. Puis, à la suite d'un désastreux « élan pour la croissance » donné par le gouvernement de Edward Heath avec des mesures interventionnistes, suivi de sa défaite et son remplacement par un gouvernement travailliste à la dérive et partisan du corporatisme, les conservateurs cherchèrent un renouveau intellectuel sous la direction de leur nouveau chef, Margaret Thatcher. L'initiateur de ce brassage d'idées, Sir Keith Joseph, était un partisan convaincu des idées de Hayek. Avec l'aide de l'Institute for Economic Affairs, Thatcher et Joseph étendirent graduellement leur emprise intellectuelle sur un Parti conservateur soucieux de se donner une nouvelle identité politique qui romprait avec le consensus économique de l'après-guerre.

Margaret Thatcher devint persuadée de la justesse des arguments de Hayek au sujet des interventions de l'État qui se nourrissent de leur propre élan, et elle se mit à la tâche de renverser la vapeur avec un plaisir évident. Même si la part des dépenses publiques dans l'économie ne diminua que très modestement au cours du règne de Thatcher, d'autres changements devaient avoir des conséquences beaucoup plus importantes. La privatisation de services et d'entreprises publiques permit d'éliminer l'effet paralysant du contrôle bureaucratique et des interférences politiques sur de vastes portions de l'économie, stimulant ainsi l'investissement et la productivité de façon impressionnante. Le gouvernement cessa de subventionner les entreprises afin de choisir les gagnants, ou d'aider les entreprises qui échouaient, et laissa aux consommateurs et aux investisseurs le soin de concentrer leurs ressources dans les compagnies qui produisaient des biens et services vraiment en demande. Les conservateurs démantelèrent les monopoles d'État, ce qui amena la compétition et l'innovation dans des secteurs tels que le transport ferroviaire, l'électricité, la téléphonie et le gaz naturel, des secteurs depuis longtemps devenus sclérosés et satisfaits de leur médiocrité. Les marchés de la main-d'œuvre furent aussi déréglementés, ce qui amena une hausse de l'emploi sans provoquer d'inflation destructrice. La contribution spécifique de Hayek au thatchérisme fut explicitement reconnue lorsqu'il fut invité au palais de Buckingham et consacré Compagnon d'honneur en 1984.

De façon plus importante encore, Margaret Thatcher modifia les références intellectuelles de la politique britannique et fit en sorte qu'il devint impossible pour l'opposition travailliste de se faire élire jusqu'à ce qu'elle décide non seulement d'accepter son héritage, mais de l'adopter avec ardeur. Hayek, qui mourut en 1992, aurait approuvé cet accent mis sur le long terme.

Mais les idées de Hayek se répandirent bien au-delà de la Grande-Bretagne. Les privatisations sont maintenant un phénomène répandu à l'échelle du globe, y compris au Canada où des compagnies telles que CN, Air Canada et Pétro-Canada sont passées dans les mains du secteur privé. D'autres développements, comme l'appui croissant au libre-échange et à l'impôt à taux unique, le démantèlement et la privatisation de services publics comme Hydro-Ontario, l'arrivée de la

compétition dans les services téléphoniques, tout comme l'idée de crédits de pollution négociables consacrée dans l'Accord de Kyoto sur les gaz à effets de serre, découlent naturellement d'une compréhension hayékienne de la réalité.

L'Europe de l'Est

Derrière le Rideau de fer, même s'il était illégal de les publier, les idées hayékiennes avaient une grande influence dans les petits cercles d'intellectuels de l'opposition qui réfléchissaient aux moyens de remettre leurs sociétés sur pied après la chute inévitable du communisme. *La route de la servitude* devint un classique en Europe de l'Est, mais pour une raison tout à fait différente de son succès en Occident. Alors qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis Hayek mettait en garde contre le danger hypothétique de s'en remettre naïvement à un contrôle centralisé de la société, les gens derrière le Rideau de fer faisaient l'expérience concrète de ces idées poussées à leur logique la plus cauchemardesque. Ce qui fit de Hayek une figure connue dans les milieux d'opposition fut d'abord son analyse lucide de la dynamique des sociétés totalitaires, la façon dont elle prend sa source dans les meilleures intentions de reconstruire la société pour le plus grand bien de l'humanité mais finit par réduire la population en esclavage au service des pires éléments de la société.

Cette seule analyse était vue comme un tour de force intellectuel pour un homme qui n'avait jamais vécu dans une société totalitaire. Il ajouta alors à son importance et à son prestige dans les pays de l'Est en expliquant si clairement et sans ambiguïté comment des sociétés fondées sur des institutions librement développées arrivent à concilier la liberté individuelle et l'ordre social, et cela dans un contexte de prospérité. Il s'agissait là de réflexions précieuses pour des sociétés qui avaient vécu depuis des générations sous des régimes qui faisaient tout en leur pouvoir pour annihiler les bases morales, juridiques, traditionnelles et économiques de la liberté et de la dignité humaines. Hayek leur donna la confiance qu'ils pouvaient sortir de cette noirceur. Des copies clandestines de ses ouvrages furent largement distribuées, y compris dans des versions lues sur cassettes audio.

Hayek vivait déjà depuis longtemps dans une retraite tranquille à Fribourg en Allemagne lorsque le Mur de Berlin s'écroula. Parmi les membres de l'opposition qui prirent rapidement les rênes du pouvoir après la chute des élites communistes se trouvaient plusieurs « étudiants » par procuration de Hayek, surtout dans les pays qui furent les plus rapides et les plus vigoureux à adopter l'économie de marché et la démocratie libérale : la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Vaclav Klaus, qui fut pendant des années premier ministre de la République tchèque et avait été un étudiant de Milton Friedman à Chicago, avait l'habitude durant ses années au pouvoir de se plaindre à la blague d'être un disciple de Friedman entouré d'hayékiens.

L'héritage de Hayek

Lorsque les idées d'un homme sont si étroitement associées à plusieurs des événements marquants d'une époque, on a facilement tendance à le mythifier, à en faire un personnage plus grand que nature. Friedrich A. Hayek ne fait pas exception. Il est toutefois crucial de voir ce qu'il a fait dans un contexte approprié. Il n'a pas provoqué l'échec du keynésianisme, ni l'arrivée de la révolution thatchérienne, ni la chute du Mur de Berlin. En fait, si son analyse des ressorts qui agissent sur les institutions d'une société libre est correcte, tous ces événements se devaient de survenir d'une façon ou d'une autre. Les mécanismes auto-correcteurs de la vie humaine, engendrés par une longue expérience chèrement gagnée au fil de l'évolution, sont tout simplement plus forts que les projets de planificateurs bien intentionnés qui veulent remodeler le monde selon les penchants de leurs cœurs. Ces mécanismes sont plus forts encore que les folles prétentions des dictateurs sans scrupules à contrôler le comportement des individus jusqu'au plus petit détail, avec l'appui terrible des technologies modernes et de la force militaire.

Mais s'il est vrai que nos idées sont ce qui contribue le plus à orienter nos actions, alors on peut vraiment considérer que le travail de cet économiste viennois itinérant a orienté le cours de l'histoire de ce siècle. C'est en effet sa présentation terre à terre, dans une langue moderne, des idées des philosophes et

économistes libéraux classiques qui a donné à de nombreux individus ayant joué un rôle clé un cadre de référence intellectuel qui leur a permis d'évaluer et de comprendre les enjeux auxquels ils ont été confrontés. Tout au long d'un siècle où l'on a souvent été intoxiqué par le pouvoir apparent de la technologie et de la science de transformer les institutions humaines, Hayek nous a patiemment rappelé les limites de la raison et la valeur inestimable de ce dont nous avons hérité d'ancêtres qui ont construit des choses beaucoup plus considérables que ce qu'ils connaissaient. Pour ceux qui étaient las et exaspérés des échecs évidents de nos multiples manœuvres présomptueuses, Hayek était toujours là pour proposer une façon de sortir de l'impasse et de retourner sur la route de la liberté et du progrès.

La reconnaissance qu'il reçût pour avoir été si prévoyant et intransigeant fut d'abord cruelle et décourageante. Mais il acheva sa vie comme lauréat d'un Prix Nobel, Compagnon d'honneur, leader officieux d'une armée mondiale de penseurs partageant ses vues et en lutte contre des gouvernements toujours portés à reprendre leurs mauvaises habitudes d'ingérence, et inspirateur de façons de faire qui ont transformé la politique en Occident et aidé à accélérer l'effondrement du communisme. Peut-être y a-t-il après tout quelque chose de vrai dans cette notion qui veut que les choses finissent toujours par s'arranger à plus long terme.

La route de la servitude



J'ai passé la moitié environ de ma vie d'adulte dans mon pays natal, l'Autriche, en contact étroit avec la vie intellectuelle allemande, et l'autre moitié aux États-Unis et en Angleterre. Au cours de cette dernière période, j'ai acquis la conviction de plus en plus profonde que certaines des forces qui ont détruit la liberté en Allemagne sont en train de se manifester ici aussi.

L'étendue et l'importance même des atrocités commises par les nationaux-socialistes ont renforcé l'idée qu'un tel régime ne pourrait pas exister ici. Mais, n'oublions pas qu'il y a quinze ans la possibilité d'une évolution pareille aurait paru tout aussi absurde non seulement aux neuf dixièmes des Allemands eux-mêmes, mais aux observateurs étrangers les plus hostiles.

Beaucoup de traits qu'on avait considérés à l'époque comme « typiquement allemands » sont à présent familiers aux États-Unis et en Angleterre et d'autres symptômes laissent prévoir un développement dans le même sens : une vénération grandissante pour l'État, l'acceptation fataliste de « tendances inéluctables », un enthousiasme pour « l'organisation » de n'importe quoi (nous l'appelons maintenant planification collectiviste).

Le caractère et l'origine de ce danger sont, si faire se peut, encore moins bien compris ici qu'ils l'ont été en Allemagne. Suprême tragédie qu'on ne comprend pas encore : en Allemagne, ce sont des hommes de bonne volonté qui, par leurs mesures socialistes, ont préparé sinon créé le régime

qu'ils détestent aujourd'hui. Peu de gens sont prêts à reconnaître que l'ascension du fascisme et du nazisme a été non pas une réaction contre les tendances socialistes de la période antérieure, *mais un résultat inévitable de ces tendances*. Tout aussi significatif est le nombre de personnages dirigeants de ces mouvements, à commencer par Mussolini (et sans excepter Laval ni Quisling) qui ont commencé par être socialistes et ont fini nazis ou fascistes.

Plusieurs personnes dans les démocraties d'aujourd'hui, qui haïssent sincèrement toutes les manifestations du nazisme, travaillent à la mise en pratique d'idéaux qui nous conduiraient directement à la tyrannie qu'elles abhorrent. La plupart de ceux dont les opinions ont une influence sont, dans une certaine mesure, des socialistes. Ils pensent que notre existence économique devrait être « consciemment dirigée » et que nous devrions remplacer le système de la concurrence par la « planification économique ».

Nous nous efforçons de créer un avenir conforme à un idéal élevé et nous arrivons au résultat exactement opposé à celui que nous recherchions. Peut-on imaginer plus grande tragédie ?

Planification collectiviste et pouvoir

Pour atteindre leurs objectifs, les partisans de la planification collectiviste doivent créer un pouvoir — pouvoir sur les hommes exercé par d'autres hommes — d'une étendue jamais connue auparavant. Leur succès se réalisera en fonction même de l'étendue de ce pouvoir. La démocratie est un obstacle à la suppression de liberté requise par la direction de l'activité économique. De là surgit le conflit entre planification collectiviste et démocratie.

De nombreux socialistes ont l'illusion tragique qu'en privant les individus du pouvoir qu'ils détiennent dans le système individualiste et en le transférant à la société, ils pourraient supprimer le pouvoir. Ce qu'ils ne voient pas, c'est que le pouvoir concentré au service d'un plan unique n'est pas seulement déplacé mais infiniment accru. En mettant à la disposition de quelques-uns un pouvoir exercé auparavant par beaucoup, on crée un pouvoir infiniment plus grand qu'il

n'en a jamais existé, et d'une efficacité tellement plus élevée qu'elle n'est plus de la même essence.

Il est entièrement erroné de prétendre que le pouvoir exercé par un conseil central de la planification ne serait pas « plus grand que le pouvoir exercé collectivement par des conseils d'administration privés ». Personne ne peut exercer dans une société de concurrence même une fraction du pouvoir que détiendrait un conseil de la planification collectiviste. Décentraliser le pouvoir c'est en diminuer la force absolue : seul le système de concurrence est capable de réduire le pouvoir exercé par l'homme sur l'homme. Qui doute sérieusement que le pouvoir d'un millionnaire, même s'il est mon patron, est certainement moindre que celui du plus petit fonctionnaire représentant le pouvoir coercitif de l'État et pouvant décider selon son bon plaisir dans quelles conditions je dois vivre et travailler ?

Nous ne tenons pas compte d'un fait élémentaire : un ouvrier non spécialisé a en Angleterre plus de possibilités d'organiser sa vie à son goût que, par exemple, un petit entrepreneur en Allemagne ou qu'un ingénieur bien payé en Russie. Qu'il s'agisse de changer de travail ou de résidence, de passer ses loisirs selon ses idées ou d'émettre ses opinions personnelles, notre ouvrier ne rencontre pas d'obstacles absolus. Il n'encourt pas de risques pour sa sécurité physique et pour sa liberté, qui l'astreindraient, par l'ordre d'un supérieur, à s'employer à une certaine tâche et à vivre dans un endroit défini.

Notre génération a oublié que la meilleure garantie de la liberté est la propriété privée. C'est parce que la propriété des moyens de production est répartie entre un grand nombre de personnes agissant séparément que les individus peuvent agir à leur guise. Quand tous les moyens de production sont concentrés dans une seule main, qu'on l'appelle « société » ou « dictateur », nous sommes soumis à un pouvoir total. Lorsque détenu par des individus particuliers, ce qu'on appelle le pouvoir économique peut constituer un instrument de coercition, mais il n'est jamais un pouvoir sur la vie entière d'une personne. Mais une fois centralisé, ce pouvoir économique devient un instrument politique qui met les gens dans une situation qui diffère à peine de l'esclavage. Comme l'a

si bien dit Léon Trotsky, dans un pays où l'État est le seul employeur, toute opposition signifie la mort par inanition.

Les racines socialistes du nazisme

L'individualisme, par opposition au socialisme et à toutes les autres formes de totalitarisme, est fondé sur le respect qu'a le christianisme pour l'individu et sur la croyance qu'il est désirable que les hommes développent leurs dons et leurs tendances individuels. Cette philosophie, d'abord mise au point pendant la Renaissance, crût et se dissémina dans ce que nous appelons la civilisation occidentale. L'évolution sociale a tendu d'une façon générale à libérer l'individu des liens qui l'entravaient dans la société féodale.

Un des résultats les plus importants de la libération des énergies individuelles a peut-être été le merveilleux développement de la science. Dès que la liberté industrielle eut ouvert la voie au libre usage des connaissances nouvelles, dès que toute personne capable de courir un risque eut reçu la possibilité de tenter n'importe quelle expérience, alors, et alors seulement la science put faire les immenses progrès qui, au cours des cent cinquante dernières années, ont changé la face du monde. Le résultat dépassa toutes les espérances. Partout où s'abolissaient les obstacles au libre exercice de l'ingéniosité humaine, l'homme devenait rapidement capable de satisfaire des désirs sans cesse plus étendus. Vers le début du XXe siècle, dans le monde occidental, le travailleur avait atteint un degré de confort matériel, de sécurité et d'indépendance personnelle qui aurait à peine paru possible cent ans auparavant.

Ce succès a eu l'effet de donner aux hommes un sens tout nouveau de leur pouvoir sur leur propre destin, une croyance en la possibilité illimitée d'améliorer leur sort. Les résultats atteints apparurent comme une possession sûre et impérissable, acquise une fois pour toutes, et le rythme du progrès commença à paraître trop lent. De plus, les principes qui avaient rendu ce progrès possible dans le passé en vinrent à être considérés bien plus comme des obstacles à un progrès plus rapide, obstacles qu'il fallait balayer impatiemment. Nous pourrions dire que le succès même du libéralisme fut la cause de son déclin.

Aucune personne sensée n'aurait dû douter que les principes économiques du XIX[e] siècle ne représentaient qu'un commencement, qu'il y avait encore d'immenses possibilités de progrès dans la direction que nous avions suivie. Selon les idées aujourd'hui dominantes, il ne s'agit plus de savoir comment utiliser au mieux les forces spontanées qu'on trouve dans une société libre. Nous avons entrepris de nous passer de ces forces et de les remplacer par une direction collective et « consciente ».

Il est significatif que cet abandon du libéralisme, exprimé soit dans le socialisme extrémiste, soit dans la simple « organisation » ou dans la « planification », se perfectionna en Allemagne. Au cours du dernier quart du XIX[e] siècle et du premier quart du XX[e] siècle, l'Allemagne prit une avance considérable autant dans la théorie que dans la pratique du socialisme, de sorte qu'aujourd'hui même, la discussion russe est en grande partie reprise où les Allemands l'ont laissée. Les Allemands s'en prirent, longtemps avant les nazis, au libéralisme, à la démocratie, au capitalisme et à l'individualisme.

Aussi, longtemps avant les nazis, les socialistes allemands et italiens employaient des techniques dont les nazis et les fascistes se servirent plus tard. Ce sont les socialistes qui ont mis en pratique la conception d'un parti politique qui dirigerait toutes les activités de l'individu, du berceau jusqu'au tombeau, qui lui dicterait ses opinions sur chaque chose. Ce ne sont pas les fascistes, mais les socialistes qui ont commencé à enrégimenter les enfants, dès l'âge le plus tendre, dans des organisations politiques pour orienter leur pensée. Ce ne sont pas les fascistes, mais les socialistes qui ont songé les premiers à organiser des clubs sportifs de parti dont les membres ne devaient pas être contaminés au contact de gens d'opinion différente. Ce sont d'abord les socialistes qui ont obligé leurs adhérents à se distinguer des autres par une façon particulière de saluer et de s'interpeller. Ce furent eux qui par leur organisation particulière des « cellules » et de la surveillance permanente de la vie privée ont créé le prototype du parti totalitaire.

Au moment où Hitler est arrivé au pouvoir, le libéralisme était mort en Allemagne. Et c'est le socialisme qui l'avait tué.

Pour un grand nombre de gens qui ont observé de près le passage du socialisme au fascisme, la parenté entre les

deux régimes est devenue de plus en plus évidente. Mais dans les démocraties, la majorité des gens croient encore que l'on peut combiner socialisme et liberté. Peu de gens se rendent compte que le socialisme démocratique, cette grande utopie des dernières générations, soit non seulement impossible, mais encore qu'en s'efforçant de l'atteindre on arrive à la destruction de la liberté. Tel que l'a dit le poète Friedrich Hölderlin : « Ce qui fait de l'État un enfer, c'est que l'homme essaie d'en faire un paradis ».

Il est assez inquiétant de voir qu'actuellement, en Angleterre et aux États-Unis, nous pouvons observer le même rassemblement de forces et presque le même mépris pour tout ce qui est libéral dans l'acception ancienne du terme. Le titre de « socialisme conservateur » servit à de nombreux auteurs pour faire le lit du « national-socialisme ». Désormais, c'est le « socialisme conservateur » qui est le courant dominant parmi nous.

Le système d'organisation libéral

La « planification collectiviste » doit sa popularité en grande partie au fait que chacun désire que nous traitions nos problèmes communs en nous montrant aussi prévoyants que nous pouvons l'être. La controverse entre les partisans modernes de la planification collectiviste et leurs adversaires n'est donc pas une controverse sur la question de savoir si nous devons penser systématiquement en faisant le plan de nos activités communes. La controverse porte sur le meilleur moyen de le faire. La question qui se pose, c'est de savoir si nous devrions créer des conditions offrant les meilleures chances aux connaissances et à l'initiative des individus, en sorte de leur permettre, à eux individus, de faire les meilleurs plans possibles; ou si nous devrions diriger et organiser toute l'activité économique conformément à un plan à grande échelle, c'est-à-dire, diriger consciemment les ressources de la société pour réaliser un idéal de distribution déterminé par les spécialistes de la planification collectiviste.

Il est important de ne pas confondre l'opposition à cette sorte de planification avec une attitude de laissez-faire dogmatique. Le libéralisme veut qu'on fasse le meilleur usage

possible des forces de la concurrence en tant que moyen de coordonner les efforts humains; il ne veut pas qu'on laisse les choses en l'état où elles sont.

Le libéralisme est basé sur la conviction que la concurrence est le meilleur moyen de guider les efforts individuels. Il ne nie pas, mais souligne au contraire que pour que la concurrence puisse jouer un rôle bienfaisant, une armature juridique soigneusement conçue est nécessaire; il admet que les lois passées et présentes ont de graves défauts. Toutefois le libéralisme est opposé au remplacement de la concurrence par des méthodes inférieures de coordination des efforts humains. Il considère la concurrence comme supérieure non seulement parce qu'elle est dans la plupart des circonstances la méthode la plus efficace qu'on connaisse, mais plus encore parce qu'*elle est la seule méthode qui permet d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité*. En vérité, un des arguments principaux en faveur de la concurrence est qu'elle permet de se passer de « contrôle social conscient » et qu'elle donne aux individus une chance de décider si les perspectives d'un métier donné sont suffisantes pour compenser les désavantages et les risques qu'il comporte.

L'usage efficace de la concurrence en tant que principe d'organisation sociale n'exclut pas certains genres d'action gouvernementale. Par exemple, limiter les heures de travail, prescrire certaines installations sanitaires ou établir un vaste système de services sociaux, voilà qui est pleinement compatible avec la préservation de la concurrence. Il y a aussi des terrains sur lesquels le système de la concurrence est irréalisable. Par exemple, les effets funestes du déboisement ou de la fumée des usines ne peuvent être réservés aux propriétaires intéressés. Il faut, certes, faire intervenir l'autorité chaque fois qu'il est impossible de faire fonctionner la concurrence; mais cela ne prouve pas qu'il faille supprimer la concurrence quand on peut la faire fonctionner. L'État possède donc un domaine d'activité vaste et incontestable : créer les conditions dans lesquelles la concurrence sera la plus efficace possible, prévenir la fraude et la tromperie, briser les monopoles.

Rien ne paraît à première vue plus plausible, et rien ne saurait plaire davantage aux gens raisonnables, que l'idée de chercher une « troisième voie » entre la libre concurrence et la

direction centralisée. Et pourtant le bon sens est un mauvais guide en cette matière. La concurrence peut supporter une certaine dose de réglementation, mais elle ne saurait être alliée à la planification collectiviste dans la mesure où nous le voudrions sans cesser de guider efficacement la production. La concurrence et la direction centralisée deviennent de très mauvais instruments si elles ne sont pas complètes, et le mélange signifie qu'aucune des deux méthodes ne fonctionnera.

On ne peut combiner planification et concurrence qu'en planifiant *pour* la concurrence, mais non pas *contre* elle. La planification que nous critiquons est uniquement la planification contre la concurrence.

La grande utopie

Il est hors de doute que la plupart des gens dans les démocraties qui demandent une direction centralisée de toute l'activité économique croient encore que l'on peut combiner socialisme et liberté individuelle. Pourtant, de nombreux penseurs eurent tôt fait de reconnaître que le socialisme présente une grave menace à la liberté.

On se souvient rarement aujourd'hui que le socialisme à ses débuts était franchement autoritaire. Il s'agissait assez ouvertement d'une réaction contre le libéralisme de la Révolution française. Les écrivains français qui posèrent les fondations du socialisme moderne étaient convaincus que leurs idées ne pouvaient être mises en pratique que par un gouvernement dictatorial. Ils considéraient la liberté de penser comme la source de tous les maux du XIXe siècle et le premier des partisans modernes de la planification collectiviste, Saint-Simon, prédisait même que ceux que n'obéiraient pas à ses plans seraient « traités comme du bétail ».

Personne n'a vu plus clairement que le grand penseur politique Alexis de Tocqueville que la démocratie, institution essentiellement individualiste, était inconciliable avec le socialisme.

> *La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle*, écrivait-il en 1848. *La démocratie*

> *donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre. La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité; mais marquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et dans la servitude.*

Afin d'infirmer ces soupçons et d'atteler à son char le plus fort de tous les moteurs politiques, le désir de liberté, le socialisme recourut de plus en plus à la promesse d'une « nouvelle liberté ». Le socialisme devait instaurer la « liberté économique » sans laquelle la liberté politique « ne valait pas la peine d'être possédée ».

Afin de rendre cet argument plausible, une modification subtile fut imposée au sens du mot liberté. Être libre avait voulu dire être libre de toute coercition, de tout arbitraire exercé par autrui. Mais la nouvelle liberté consisterait à être libre de tout besoin, libre de l'obligation des circonstances qui limitent inévitablement la possibilité de choix de chacun de nous. Dans ce sens, le mot liberté n'est évidemment qu'un autre nom donné au pouvoir ou à la richesse. L'exigence d'une liberté nouvelle n'était donc rien d'autre que la très ancienne exigence d'une redistribution des richesses, sous un autre nom.

La plupart des spécialistes de la question ont peu à peu abandonné l'idée selon laquelle la production en régime planifié serait plus forte qu'en régime de concurrence. Cette conception, comme toutes les autres qui voudraient nous orienter vers la planification collectiviste, n'éveille que de faux espoirs.

Quoique la promesse d'une plus grande liberté par les socialistes modernes soit authentique et sincère, depuis quelques années, des observateurs ont été frappés les uns après les autres par les conséquences imprévues du socialisme et l'extraordinaire ressemblance qui existe à beaucoup d'égards entre la vie en régime « fasciste » et « communiste ». Comme l'exprimait l'écrivain Peter Drucker en 1939, « l'effondrement total de la croyance en la possibilité d'atteindre la liberté et l'égalité par le marxisme a forcé la Russie à emprunter la même route que l'Allemagne vers une société totalitaire

de non-liberté et d'inégalité. Ce n'est pas que communisme et fascisme soient par essence identiques. Le fascisme est le stade qu'on atteint après que le communisme s'est révélé n'être qu'une illusion. Et il s'est révélé tel tout autant en Russie qu'en Allemagne pré-hitlérienne ».

Tout aussi significative est la perception intellectuelle des simples militants des mouvements communistes et fascistes en Allemagne avant 1933. On savait très bien, et les propagandistes des deux partis mieux que personne, avec quelle facilité relative on pouvait convertir un jeune communiste au nazisme et *vice versa*. Communistes et nazis se battaient plus souvent entre eux qu'avec les autres partis simplement parce qu'ils rivalisaient pour conquérir l'appui des mêmes esprits et se réservaient l'un à l'autre la haine de l'hérésie. Leurs actes montrent à quel point ils sont étroitement liés. Pour les uns comme pour les autres, le véritable ennemi, l'homme avec lequel ils n'ont rien de commun, c'est le libéral à l'ancienne mode. Pour le nazi le communiste, pour le communiste le nazi, pour les deux le socialiste sont des recrues en puissance, des gens de bon aloi. Mais l'un comme l'autre savent qu'il ne peut y avoir aucun compromis entre eux et ceux qui croient vraiment en la liberté individuelle.

La route de la liberté promise ne mène qu'à la servitude. On voit facilement ce qui peut arriver lorsque la démocratie s'engage dans la voie de la planification collectiviste. On aura défini le but de la planification par un terme vague, comme par exemple « bien-être général ». Les objectifs à atteindre ne produiront aucun accord véritable. Les gens ont décidé d'un commun accord qu'une planification centralisée est nécessaire, sans se mettre d'accord sur le but du plan. C'est comme s'ils avaient décidé de partir en voyage sans se mettre d'accord sur l'endroit où ils vont aller. Le résultat sera qu'ils feront tous un voyage que la plupart d'entre eux n'ont pas envie de faire.

Les assemblées démocratiques ne peuvent fonctionner comme des agences de planification. Elles ne peuvent se mettre d'accord sur tout, sur l'ensemble de la direction des ressources nationales, car le nombre des directions possibles d'action sera considérable. Même si un parlement pouvait, en procédant pas à pas, se mettre d'accord sur un projet, il ne satisferait certainement personne en fin de compte.

Dresser un plan économique par ce moyen est encore moins possible que, par exemple, établir un plan de campagne militaire par une procédure démocratique. Tout comme pour la stratégie, il serait indispensable de déléguer la tâche à des experts. Et même si une démocratie parvient, par cet expédient, à planifier chaque secteur de l'activité économique, elle devra encore intégrer ces plans séparés en un tout. On exigera de plus en plus qu'un comité ou un individu quelconque reçoive le pouvoir d'agir de son propre chef. L'appel au dictateur économique est un stade caractéristique du mouvement vers la planification.

Ainsi, le corps législatif sera réduit à choisir les individus qui recevront un pouvoir pratiquement absolu. Tout le système tendra vers ce type de dictature dans laquelle le chef du gouvernement est de temps à autre maintenu dans sa position par un vote populaire, mais où il dispose de tout le pouvoir nécessaire pour faire voter les gens comme il le désire.

La planification collectiviste mène à la dictature parce que la dictature est l'instrument le plus efficace de coercition, et qu'à ce titre elle est indispensable à une société planifiée. La croyance largement répandue selon laquelle le pouvoir ne peut être arbitraire tant qu'il est conféré selon une procédure démocratique n'est nullement justifiée. Ce n'est pas la source du pouvoir qui l'empêche d'être arbitraire; pour être exempt d'attributs dictatoriaux, le pouvoir doit également être limité. Une véritable « dictature du prolétariat », même démocratique de forme, au jour où elle entreprendrait la direction centralisée de l'économie, détruirait probablement la liberté individuelle aussi complètement que le ferait n'importe quelle autocratie.

La liberté individuelle est incompatible avec la suprématie d'un but unique auquel toute la société est subordonnée en permanence. Jusqu'à un certain point, c'est ce dont nous faisons l'expérience en temps de guerre, qui exige la subordination de presque tout aux besoins immédiats, car c'est seulement à ce prix que la liberté peut être préservée à long terme. Les formules à la mode, qui exigent de faire, pour organiser la vie en temps de paix, tout ce que nous avons consenti à faire pour la conduite de la guerre, sont complètement abusives. On admet le sacrifice temporaire de la liberté

pour la mieux garantir dans l'avenir, mais on ne conçoit pas pareil sacrifice pour un système d'économie planifiée permanent.

Pour un grand nombre de gens qui ont observé de près le passage du socialisme au fascisme, la parenté entre les deux régimes est devenue de plus en plus évidente. La mise en place du programme socialiste implique la destruction de la liberté. Le socialisme démocratique, cette grande utopie des dernières générations, est tout simplement impossible.

La sélection par en bas

Sans aucun doute, un système « fasciste » instauré en Angleterre serait très différent de ses modèles italien ou allemand. Surtout si la transition s'effectuait sans violence, nous aurions peut-être un chef plus scrupuleux. Mais ceci ne prouve pas qu'un fascisme anglais, à la longue, se montrerait très différent et moins intolérable que n'importe quel autre. Nous avons toutes les raisons de supposer que les manifestations les plus répugnantes des systèmes totalitaires actuels sont des phénomènes que le totalitarisme produit inévitablement tôt ou tard.

De même que l'homme politique, dans un État démocratique, s'il veut diriger la vie économique d'après un plan, sera acculé soit à y renoncer soit à prendre des pouvoirs dictatoriaux, le chef en régime totalitaire sera amené soit à écarter toute considération morale soit à se résigner à un échec. Les gens sans scrupules auront, par conséquent, le plus de succès dans une société qui évolue vers le totalitarisme. C'est évident pour quiconque a mesuré l'abîme séparant le régime totalitaire de la civilisation occidentale, avant tout individualiste.

Le chef totalitaire doit rassembler à ses côtés un groupe prêt à se soumettre volontairement à une discipline qu'il imposera ensuite par la force au reste du peuple. Beaucoup de théoriciens socialistes ont fini par comprendre qu'on ne peut mettre le socialisme en pratique qu'à l'aide de méthodes que le socialisme réprouve. Les vieux partis socialistes ont été gênés par leur idéal démocratique, ils n'ont pas eu la force nécessaire à l'exécution de la tâche qu'ils s'étaient assignée. Il est significatif qu'aussi bien en Italie qu'en Allemagne le

refus des partis socialistes de participer au gouvernement ait précédé l'avènement du fascisme. Les socialistes n'ont pas osé employer carrément les méthodes qu'ils avaient préconisées. Ils ont toujours attendu le miracle d'une majorité qui se produirait sur un plan particulier permettant l'organisation de la société dans sa totalité. D'autres avaient compris entre-temps que dans une société planifiée il ne s'agissait plus du consentement de la majorité, mais de la constitution d'un groupe suffisamment important et parfaitement unifié pouvant imprimer une direction déterminée à toutes les affaires.

Un groupe suffisamment nombreux, présentant des opinions suffisamment homogènes a plus de chances d'être formé par les pires que par les meilleurs éléments de la société, et ceci pour trois raisons principales.

Premièrement, plus on cultive l'intelligence et plus on développe l'instruction, plus les opinions et les goûts des individus se différencient. Plus nous recherchons l'uniformité, le parallélisme parfait des vues personnelles, plus il nous faut descendre vers les régions d'un climat moral et intellectuel primitif, où les instincts et les goûts « ordinaires » dominent. Ceci ne signifie pas que la majorité du peuple ait un niveau moral inférieur. Nous voulons simplement dire que le groupe le plus important ayant des conceptions analogues est composé de gens d'un niveau moral assez bas.

Deuxièmement, puisque ce groupe ne suffirait pas pour l'exécution des desseins du dictateur futur, il sera obligé de convertir d'autres personnes au même credo. Il devra obtenir l'adhésion des gens dociles et faciles à duper qui n'ont pas de convictions personnelles bien définies et acceptent tout système de valeurs à condition qu'on leur répète des slogans appropriés assez fort et avec suffisamment d'insistance. Leurs idées vagues et confuses se laissent facilement influencer, leurs passions et leurs émotions s'ébranlent aisément; ainsi iront-ils les premiers grossir les rangs du parti totalitaire.

Troisièmement, pour créer un corps cohérent de fanatiques, l'habile démagogue devra exploiter une faiblesse humaine commune. Des gens tombent plus facilement d'accord sur un programme négatif — la haine de l'ennemi, l'envie des plus favorisés — que sur des buts positifs. La formule de l'opposition entre « nous » et « eux » est toujours employée pour

obtenir l'obéissance totale des grandes masses. L'ennemi peut être choisi à l'intérieur, comme le « juif » en Allemagne ou le « koulak » en Russie, ou à l'extérieur. Dans tous les cas, cette technique a l'avantage de laisser au chef une plus grande liberté d'action que n'importe quel programme positif.

Les promotions, au sein d'un groupe ou d'un parti totalitaire, dépendent largement de la volonté d'agir immoralement. Le principe selon lequel la fin justifie les moyens, considéré dans l'éthique individualiste comme la négation de toute morale, devient la règle suprême dans l'éthique collectiviste. Il n'existe littéralement rien que le collectiviste conséquent n'accepterait de faire « pour le bien de la communauté », ce critère étant le seul valable à ses yeux pour décider ce qu'on doit faire.

Si l'on admet le principe selon lequel l'individu n'est qu'un moyen au service des entités supérieures, nommées société ou nation, toutes les caractéristiques du régime totalitaire, qui nous effrayent, en découlent automatiquement. Du point de vue collectiviste, l'intolérance, la suppression brutale de toutes les divergences d'opinion, le manque d'égard complet pour la vie et le bonheur de l'individu sont des conséquences essentielles et inévitables. Des actes qui révoltent notre conscience — exécution d'otages, extermination de vieux et de malades — deviennent affaires d'opportunité politique; le déracinement et le transfert forcé de centaines de milliers de personnes y sont considérés comme des opérations politiques que tous, sauf les victimes bien entendu, approuvent.

Pour collaborer d'une façon efficace à l'administration de l'État totalitaire, il faut être prêt soi-même à violer toutes les règles morales chaque fois que les fins poursuivies l'exigent. L'appareil totalitaire offrira des possibilités extraordinaires pour les hommes dépourvus de scrupules et peu délicats. La Gestapo, l'administration des camps de concentration, le ministère de propagande, la S.S. et la S.A. (ou leurs équivalents russes) ne sont pas précisément des emplois où l'on peut cultiver des sentiments humanitaires. Ce sont pourtant des situations d'où l'on a l'accès le plus direct aux avenues du pouvoir dans l'État totalitaire.

La conclusion que tire un éminent économiste américain, le professeur Frank H. Knight, de l'autorité dans l'État collectiviste, n'est que trop vraie.

> *Ils doivent remplir ces devoirs qu'ils le veuillent ou non : et le pouvoir a aussi peu de chances de tomber entre les mains de gens qui ne l'aiment pas que le poste de flagellateur dans une plantation d'esclaves d'échoir à une personne douée d'une vive sensibilité.*

Une remarque supplémentaire doit être effectuée ici : le collectivisme implique la fin de la vérité. Il ne suffit pas que tout homme soit obligé de travailler à la réalisation des buts désignés par les dirigeants pour que le système totalitaire fonctionne bien. Il est essentiel que les gens adoptent eux-mêmes ces buts. On y parvient par la propagande et par le contrôle absolu de toutes les sources d'information.

La meilleure façon de faire admettre aux hommes l'authenticité des valeurs qu'on leur propose, c'est de les convaincre de leur identité avec celles qu'ils avaient toujours appréciées, sans toutefois les avoir auparavant parfaitement comprises ou reconnues. La technique la plus efficace pour arriver à cette fin consiste à employer des termes anciens en leur prêtant un sens nouveau. Peu d'éléments du régime totalitaire sont aussi déroutants pour l'observateur superficiel et en même temps aussi caractéristiques du climat intellectuel du système que la perversion du langage.

La plus grande victime dans cet ordre d'idées est le mot : liberté. On l'emploie dans les régimes totalitaires aussi généreusement que partout ailleurs. En effet, on peut affirmer que partout où la liberté a été abolie, ce fut au nom d'une liberté nouvelle qu'on promettait au peuple. Nous avons même parmi nous des gens qui font des plans en nous promettant une « liberté collective », ce qui est aussi trompeur que tout ce que disent les politiciens totalitaires. La « liberté collective » est non pas celle des membres de la société, mais la liberté illimitée du spécialiste de la planification collectiviste d'en agir à sa guise avec la société. C'est confondre la liberté avec le pouvoir absolu.

Il n'est pas difficile d'empêcher la grande majorité des hommes de penser d'une façon indépendante. Mais la minorité qui garde un penchant à la critique doit être muselée elle aussi. On ne peut tolérer dans l'État totalitaire ni critique publique ni même la moindre manifestation de doute, parce qu'elles pourraient affaiblir l'adhésion des masses. Voici ce

que disent Sidney et Beatrice Webb au sujet de la situation dans les entreprises russes : « Exprimer pendant le travail un doute concernant le succès du plan est considéré comme une déloyauté, un acte de trahison, en raison des effets possibles d'une telle attitude sur la volonté et les efforts des autres ouvriers ».

Le contrôle de l'opinion s'étend à des sujets qui, à première vue, n'ont aucun rapport avec la politique. La théorie de la relativité, par exemple, a été présentée comme « une attaque sémite contre les bases de la physique chrétienne et nordique » et contestée parce qu'elle se trouve « en conflit avec le matérialisme dialectique et le dogme marxiste ». *Toute* activité doit trouver sa justification dans un but social conscient. On ne peut tolérer aucune activité spontanée, non dirigée, de crainte qu'elle ne mène à des résultats imprévus, en désaccord avec le plan. Ce principe est valable même pour les jeux et les divertissements. Je laisse le lecteur deviner où l'on a officiellement adressé aux joueurs d'échecs l'appel suivant : « Nous devons en finir une fois pour toutes avec la neutralité dans les échecs. Nous devons condamner une fois pour toutes la formule "on joue aux échecs pour jouer" ».

Le mépris pour la liberté intellectuelle ne surgit pas seulement avec l'instauration d'un régime totalitaire, c'est là le fait le plus alarmant; on le trouve partout chez les intellectuels qui professent la foi collectiviste. On excuse la pire oppression si elle est exercée au nom du socialisme. L'intolérance des idées adverses est ouvertement exaltée. La tragédie de la pensée collectiviste apparaît là : elle procède d'une conception qui met la raison au-dessus de tout et aboutit à la destruction de la raison.

Un aspect de la transformation des valeurs morales provoquée par le progrès du collectivisme nous offre actuellement un sujet spécial de méditation : les qualités qu'on apprécie de moins en moins en Angleterre et aux États-Unis sont précisément celles dont s'enorgueillissait, à juste titre, le peuple anglo-saxon et dans lesquelles, de l'avis général, il excellait. Ces vertus sont : l'indépendance et la confiance en soi, l'initiative individuelle et le sens des responsabilités, la confiance justifiée dans les actes de volonté libre, le respect du prochain et la tolérance envers la différence, enfin une saine méfiance du pouvoir et de l'autorité.

Presque toutes les traditions et toutes les institutions qui ont modelé le caractère national et créé le climat moral de l'Angleterre et des États-Unis sont vouées à la destruction progressive dans la mesure où le collectivisme et ses tendances centralisatrices se développent.

La planification collectiviste et la primauté du droit

Le critère le plus sûr auquel on reconnaît un pays libre et le distingue d'un pays gouverné arbitrairement, est le respect des grands principes représentés par la primauté du droit*. Si l'on fait abstraction de tous les détails de procédure, cela signifie que le gouvernement est lié dans tous ses actes par des règles immuables et préétablies, règles qui permettent de prévoir avec certitude que, dans des circonstances déterminées, l'autorité exécutive s'exercera d'une façon déterminée. Les règles du jeu ainsi fixées, l'individu peut vaquer librement à ses occupations. Il sait que le gouvernement n'emploiera pas son pouvoir à le frustrer délibérément des résultats de ses efforts.

La planification économique socialiste introduit naturellement le système opposé. L'autorité qui élabore les plans ne peut pas se lier par des règles générales et fixes excluant l'arbitraire. Quand le gouvernement doit fixer le nombre de porcs à engraisser, le nombre d'autocars à mettre en service, choisir les mines de charbon à exploiter, déterminer le prix des chaussures, on ne peut pas prévoir ces décisions longtemps à l'avance. Elles dépendront nécessairement des circonstances du moment et entraîneront le sacrifice des intérêts de certains groupes ou de certaines personnes au bénéfice d'autres.

En dernière instance, c'est le jugement d'une personne qui décidera quel est l'intérêt qui doit l'emporter : par voie de conséquence, cette opinion s'intégrera dans les lois du pays. D'où la conclusion bien connue : plus l'État « planifie », plus il devient difficile pour l'individu de faire des projets.

* La notion de « primauté du droit » (*rule of law*) est bien connue en droit canadien, comme en témoigne sa présence dans le texte du préambule de la *Charte canadienne des droits et libertés*. En droit français, l'équivalent de ce concept se nomme « principe de légalité », une condition essentielle de l'État de droit. (*NDÉ*)

La différence entre les deux régimes est importante. Elle est la même qu'entre pourvoir les routes de signaux lumineux et prescrire aux gens le chemin qu'ils doivent prendre.

En outre, sous un régime de planification centralisée, le gouvernement ne peut pas être impartial. À ce stade l'État cesse d'être une machine utilitaire créée pour aider l'homme à l'épanouissement le plus complet de sa personnalité et il devient une institution qui discrimine délibérément entre les besoins des individus, permettant aux uns de faire ce qu'on interdit aux autres. Il faut que la loi fixe la richesse à laquelle certaines catégories de gens ont droit, codifie ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas posséder.

C'est la primauté du droit, c'est-à-dire l'absence de certaines catégories de gens privilégiés par l'autorité, qui garantit l'égalité devant la loi et s'oppose à l'arbitraire du gouvernement. Il est significatif au demeurant que les socialistes (et les nazis) aient toujours protesté contre la justice « purement » formelle, contre les lois qui ne tiennent pas compte de la situation matérielle des gens, tout en demandant « la socialisation du droit » et en attaquant l'indépendance des juges.

Dans une société planifiée, l'action arbitraire doit être légalisée par des lois. On peut créer une loi permettant à tout ministère ou à toute autorité de faire tout ce qu'ils estiment juste. Tout acte de ces ministères ou de ces autorités sera légal, mais certainement pas conforme à la primauté du droit. En donnant au gouvernement des pouvoirs illimités, on rend légale la gestion la plus arbitraire : de cette façon la démocratie peut instaurer le despotisme le plus absolu.

La primauté du droit n'a bénéficié que pendant l'époque libérale d'une évolution consciente. C'est la gardienne, l'incarnation légale de la liberté. D'après la formule d'Emmanuel Kant « l'homme est libre aussi longtemps qu'il n'obéit à personne sauf aux lois ».

La planification collectiviste est-elle « inéluctable » ?

Il y a une chose révélatrice : c'est que peu de partisans de la planification collectiviste se contentent de dire que la

planification centralisée est désirable. La plupart d'entre eux affirment que nous y sommes contraints par des circonstances échappant à notre volonté.

Un argument fréquemment employé est que la complexité de notre civilisation moderne crée des problèmes nouveaux que nous ne pouvons espérer traiter efficacement que par la planification centralisée. Cet argument est basé sur une incompréhension complète du rôle de la concurrence. C'est au contraire la complexité même de l'époque moderne qui fait de la concurrence le seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée.

Le contrôle et la planification ne présenteraient pas de difficulté dans une situation assez simple pour permettre à un seul homme ou à un seul conseil d'embrasser tous les faits. Mais lorsque les facteurs à considérer deviennent nombreux et complexes, personne ne peut en conserver un suivi. Aucun centre ne saurait connaître complètement ni rassembler et disposer assez vite tous les détails des modifications qui ne cessent d'affecter l'offre et la demande des divers produits.

En régime de concurrence, à l'exclusion de tout autre, le système des prix enregistre automatiquement toutes les informations pertinentes. Les entrepreneurs, en surveillant le mouvement de quelques prix comme le pilote surveille quelques cadrans, peuvent ajuster leurs activités à celles de leurs confrères.

Comparée à cette méthode de solution du problème économique par la décentralisation et la coordination automatique (par le système des prix), la méthode plus directe de la direction centralisée est incroyablement grossière, primitive et limitée en portée. On peut dire sans exagérer que si nous avions dû compter sur la planification centralisée pour le développement de notre industrie, elle n'aurait jamais atteint le niveau de différenciation et de souplesse qu'elle a atteint. La civilisation moderne fut possible précisément parce qu'on n'a pas eu besoin de la créer consciemment. La division du travail a été portée beaucoup plus loin qu'on n'aurait pu le faire de propos délibéré. Tout accroissement de complexité économique, loin de rendre la direction centrale plus nécessaire, nous oblige au contraire plus que jamais à faire usage d'une technique indépendante de tout contrôle conscient.

On prétend également que les transformations techniques ont rendu la concurrence impossible dans un nombre croissant de domaines, et que nous n'avons plus à choisir qu'entre le contrôle de la production par des monopoles privés et la direction par le gouvernement. Pourtant, la croissance des monopoles n'est pas tant une conséquence nécessaire du progrès technique que le résultat de la politique pratiquée dans la plupart des pays.

L'étude la plus étendue de cette situation est celle du « Comité national économique temporaire », qui ne saurait certes être accusé de partialité libérale. Ce comité conclut que :

> *La supériorité du rendement des grandes entreprises n'a pas été démontrée; les avantages qui sont censés détruire la concurrence ont manqué de se manifester dans de nombreux domaines. On ne peut accepter la conclusion suivant laquelle l'avantage de la production en série doit inévitablement mener à l'abolition de la concurrence. Notons au surplus que le monopole résulte fréquemment de collusions encouragées par les pouvoirs publics. Quand ces collusions sont abolies, et quand la politique change d'orientation, la concurrence peut être restaurée.*

Quiconque a observé comment les aspirants au monopole demandent souvent l'assistance des pouvoirs publics se rend compte que cette évolution n'a rien d'inévitable. Aux États-Unis, une politique hautement protectionniste aida la croissance des monopoles. En Allemagne, la croissance des cartels a depuis 1878 été encouragée par une politique systématique. Ce fut à cet endroit qu'avec l'aide de l'État la première grande expérience de « planification scientifique » et d'« organisation consciente de l'industrie » mena à la création de monopoles géants. La suppression de la concurrence en Allemagne a résulté d'une politique délibérée, et elle a été entreprise au service de l'idéal que nous appelons aujourd'hui la planification collectiviste.

Un grand danger repose dans les politiques de deux puissants groupes, le capital organisé et le travail organisé, qui soutiennent l'organisation monopolistique de l'industrie. L'accroissement actuel des monopoles est, pour une grande

part, le résultat d'une collaboration consciente entre capital organisé et travail organisé; des groupes d'ouvriers privilégiés participent aux bénéfices du monopole aux dépens de la communauté et, en particulier, aux dépens des ouvriers employés dans les industries moins bien organisées. Toutefois, il n'y a aucune raison de croire que ce mouvement est inévitable.

Le mouvement vers la planification collectiviste est le résultat d'une action délibérée. Aucune nécessité externe ne nous y contraint.

La planification collectiviste peut-elle nous libérer de nos soucis ?

La plupart des spécialistes de la planification qui ont sérieusement examiné les aspects pratiques de leur entreprise, arrivent presque certainement à la conclusion que l'économie dirigée doit être administrée par des moyens totalitaires, que la direction d'un système complexe d'activités interdépendantes ne peut être assurée que par une équipe restreinte de spécialistes et que le pouvoir doit appartenir, en dernière instance, à un commandant en chef dont l'action ne peut pas être entravée par des procédures démocratiques. Les créateurs du plan nous consolent en disant que la réglementation autoritaire ne s'applique qu'aux questions économiques. Cette assurance est accompagnée de conseils bienveillants qui nous recommandent de renoncer à la liberté dans les domaines qui sont les moins importants dans notre existence, afin d'obtenir une plus grande liberté sur un plan plus élevé. En vertu de pareilles considérations, des gens qui ont la dictature politique en horreur réclament souvent la dictature économique.

Ces arguments font appel à nos meilleurs instincts. Si la planification collectiviste peut nous libérer de nos menus soucis et faciliter le plein épanouissement de notre personnalité, de nos préoccupations élevées, qui s'aventurerait à minimiser pareil idéal ?

Malheureusement, il n'existe pas de fins économiques indépendantes des autres fins de la vie. Ce qu'on appelle improprement « mobile économique » n'est en réalité que le désir de facilités générales. Si nous luttons pour avoir de

l'argent c'est parce qu'il nous offre les possibilités les plus variées pour jouir des résultats de nos efforts.

Les restrictions que notre pauvreté relative nous impose sont dues à la limitation de notre revenu. Beaucoup en sont venus à haïr l'argent comme le symbole même de ces restrictions. En fait, l'argent est un des plus magnifiques instruments de liberté que l'homme ait jamais inventé. Dans la société actuelle, l'argent offre au pauvre un choix extraordinaire de possibilités, beaucoup plus grand que celui qui était accessible aux riches il y a à peine quelques générations.

Nous comprendrions mieux la signification des services rendus par l'argent en essayant de nous imaginer ce qui arriverait si l'on acceptait de faire ce que proposent maints socialistes, à savoir remplacer le « mobile pécuniaire » par des « stimulants non économiques ». Si l'on se met à rétribuer le travail non pas par l'argent, mais sous forme de distinctions honorifiques ou de privilèges, d'attribution d'un pouvoir sur d'autres ou par de meilleures conditions de logement ou de nourriture, par des possibilités de voyage ou d'instruction, tout cela signifie une nouvelle restriction de la liberté. Quiconque détermine la rétribution interdit par là même le choix que l'argent autorise : il en fixe la nature en même temps que l'importance.

Les créateurs de plans nous promettent une soi-disant liberté économique pour nous débarrasser précisément de la nécessité de résoudre nos problèmes économiques, en disant que les alternatives souvent pénibles qu'ils comportent seraient tranchées par d'autres à notre place. Comme dans la vie moderne nous sommes dépendants à chaque instant, à chaque pas, de la production des autres hommes, la planification économique implique la réglementation presque totale de toute notre vie. Il n'existe presque aucun aspect, qu'il s'agisse de nos besoins élémentaires ou de nos relations de famille, de l'amitié ou du caractère de notre travail, de l'emploi de nos loisirs, qui ne soit soumis au « contrôle conscient » des artisans du plan.

La mainmise des dirigeants du plan sur notre vie privée serait à peine atténuée si le consommateur conservait une liberté formelle de dépenser ses revenus à sa guise, puisque l'autorité conserverait le contrôle de la production.

Sous un régime de concurrence libre nous jouissons d'une liberté de choix nous permettant, si une personne se montre incapable de satisfaire nos désirs, de nous adresser à une autre. Mais si nous devons nous adresser au détenteur d'un monopole, nous sommes à sa merci. Et, bien entendu, l'autorité qui dirige tout le système économique constitue le monopole le plus puissant qu'on puisse imaginer.

Elle disposera du pouvoir souverain de décider ce que nous recevrons et à quelles conditions nous le recevrons. L'autorité centrale déterminera non seulement le genre et la quantité des biens à distribuer, mais réglementera leur répartition selon des régions et des regroupements de populations, se réservant, au besoin, la possibilité d'une discrimination entre différentes catégories de gens. Ce n'est pas notre goût, mais celui de quelqu'un d'autre qui y décidera de nos préférences et déterminera ce que nous pouvons acquérir ou non.

Les désirs de l'autorité guideront encore davantage notre vie quotidienne en tant que producteurs. La plupart d'entre nous passons une grande partie de notre vie au travail qui détermine en même temps notre milieu social et nos fréquentations. Par conséquent, la liberté de choisir notre travail est probablement plus importante pour notre bonheur que la liberté de dépenser à notre guise pendant nos loisirs.

Cette liberté, même dans le meilleur des mondes possibles, sera limitée. Il y a peu de gens qui aient jamais eu la faculté de choisir entre un grand nombre de métiers. Il importe cependant d'avoir quand même quelque liberté de choix, de ne pas être éternellement lié à un métier que quelqu'un d'autre aura choisi pour nous. Nous devrons avoir la possibilité de nous dégager d'un travail qui serait devenu incompatible avec nos goûts, et être à même, au prix de sacrifices, s'il le faut, d'embrasser un autre métier. Rien ne rend la vie plus insupportable que la conscience que nos propres efforts ne peuvent rien pour changer notre condition. Il est déplorable de n'être qu'un rouage dans la machine, mais il est infiniment pire de ne plus pouvoir la quitter, si nous sommes ligotés à notre position et aux supérieurs qui ont été choisis pour nous.

Nous ne voulons pas prétendre par là que tout va pour le mieux dans le monde actuel et qu'on ne pourrait pas faire encore beaucoup pour augmenter les possibilités de choix. Mais la planification collectiviste irait certainement dans la

direction opposée. La planification collectiviste doit contrôler l'embauche ou le barème des salaires, ou l'un et l'autre. Dans tous les systèmes de planification collectiviste connus jusqu'à ce jour, l'instauration d'un pareil contrôle et de pareilles restrictions est une des premières mesures envisagées.

Dans une société basée sur la concurrence, on peut tout avoir en y mettant le prix. C'est souvent un prix cruellement élevé, puisque nous devons sacrifier une chose pour en obtenir une autre. Par contre, la seule alternative possible n'est pas la liberté de choix, mais l'obéissance aveugle à des ordres et à des interdictions.

Il n'est pas surprenant que les gens désirent éluder le choix pénible que la réalité leur impose. Mais peu d'entre eux admettraient pourtant de s'en remettre à autrui du soin de choisir. Ils préféreraient éliminer définitivement la nécessité du choix. Ainsi ne sont-ils que trop disposés à croire qu'en réalité le choix n'est pas indispensable, qu'il ne leur est imposé que par la faute du système économique existant. En vérité, ce qu'ils refusent d'accepter, c'est l'existence du problème économique.

L'illusion voulant qu'il n'existe plus de problème économique a été renforcée par l'idée selon laquelle la production en régime planifié serait plus forte qu'en régime de concurrence. Pourtant, cette prétention est peu à peu abandonnée par la plupart des spécialistes de la question. Un grand nombre d'économistes socialisants déclarent même qu'il serait heureux que la planification collectiviste pût atteindre l'efficacité du système de concurrence. Ils continuent à préconiser la planification collectiviste afin de permettre une répartition plus équitable des richesses. Si nous voulons, en effet, décider que chacun doit recevoir telle part, nous devons édifier tout le système économique selon un plan bien défini.

Il reste toujours la question de savoir si la réalisation d'un idéal de justice conçu par une personne déterminée n'entraînerait pas plus de mécontentement et plus d'oppression que n'en a jamais produit le libre jeu, tant décrié, des forces économiques.

Par quels principes un gouvernement qui entreprend de distribuer les richesses sera-t-il ou devra-t-il être guidé ? Existe-t-il une réponse définitive aux questions innombrables concernant les mérites relatifs de chacun ?

Un seul principe pourrait offrir une réponse satisfaisante : égalité complète et absolue de tous les individus. S'il était désirable, cet objectif prêterait au moins à l'idée vague de la justice distributive une signification précise. Mais les hommes, en général, ne considèrent pas cette égalité en quelque sorte mécanique comme désirable, et le socialisme ne promet pas l'égalité dans le sens absolu, mais une « plus grande équité ».

Cette formule ne répond à pratiquement aucune question. Elle ne nous dispense pas de l'obligation de soupeser à chaque occasion les mérites des groupes et des individus et ne nous est d'aucun secours dans cette évaluation. Tout ce qu'elle nous suggère, c'est de prendre aux riches autant que possible. Lorsqu'il s'agit de distribuer le prélèvement ainsi effectué, le problème demeure le même, comme si la formule de la « plus grande équité » n'avait jamais existé.

On dit souvent qu'il n'y a point de liberté politique sans liberté économique. C'est vrai, mais dans un sens opposé à celui où les partisans de la planification collectiviste veulent l'entendre. La liberté économique ne peut figurer comme condition préalable de toutes les autres libertés si elle doit signifier la libération de tout souci économique, promise par les socialistes, puisqu'on ne pourrait l'atteindre qu'en nous privant de la capacité de choisir. Elle ne pourrait remplir ce rôle qu'en étant une liberté économique personnelle nous conservant le droit de choisir, ce qui entraînerait les risques et les responsabilités corollaires de tout droit.

Les deux genres de sécurité

On prétend, exactement comme au sujet de la fallacieuse « liberté économique », mais à plus juste titre, que la sécurité économique est une condition indispensable de la véritable liberté. Dans un certain sens cela est aussi vrai qu'important. L'homme qui ne peut pas se fier à ses propres moyens pour réussir possède rarement un esprit indépendant et un caractère fort.

Deux sortes de sécurité existent : la première consiste à disposer d'un minimum vital pour sa subsistance, la seconde à jouir de la sécurité d'un certain standard de vie, d'un bien-être

relatif, par rapport à la situation d'autres groupes et d'autres personnes.

Il n'y a aucune raison pour qu'une société ayant atteint un niveau de prospérité comme celui de la nôtre ne puisse garantir à tous le premier degré de sécurité, sans mettre par cela notre liberté en danger. C'est-à-dire, un minimum de nourriture, de vêtements et un abri pour sauvegarder sa santé. Il n'y a pas de raisons non plus pour que l'État n'organise pas un système complet d'assurances sociales afin de protéger les individus contre les hasards courants de la vie, contre lesquels peu de gens peuvent se garantir eux-mêmes.

C'est l'autre genre de « planification pour la sécurité » qui compromet la liberté. Cette planification se propose de protéger des individus ou des groupes contre la diminution de leurs revenus.

Dans des industries où les conditions s'améliorent, les membres de l'organisation professionnelle peuvent en exclure d'autres afin de garantir leurs bénéfices, leurs salaires élevés; par contre, dans des industries dont la production est en baisse, les employés, les ouvriers devenus superflus ne savent pas où aller et il s'en suit un chômage irrémédiable. Nous mettons là le doigt sur une des raisons principales de l'accroissement du chômage et de l'insécurité qu'on a vu se produire dans les dernières décennies.

Il faut avoir éprouvé soi-même le désespoir sans borne de ceux qui, dans une société devenue impitoyable, demeurent en dehors des professions protégées. Jamais une classe ne fut exploitée d'une façon plus cruelle que le sont les couches les plus faibles de la classe ouvrière par leurs frères privilégiés. Cette exploitation fut rendue possible par la « réglementation » de la concurrence. Peu de slogans ont fait tant de mal que celui de la « stabilisation » des prix ou des salaires : en assurant les revenus des uns, on rend la situation des autres de plus en plus précaire.

Certains privilèges, particulièrement sous la forme d'une « réglementation » de la concurrence ou d'une « stabilisation » des prix et des salaires, ont pris des proportions importantes en Angleterre et aux États-Unis. En assurant une telle sécurité à un groupe, on augmente nécessairement l'insécurité des autres. Si vous promettez à quelques-uns une part définie d'un gâteau de grandeur variable, la part restant pour les

autres changerait proportionnellement plus que les dimensions du gâteau entier. Le facteur essentiel de la sécurité dans le système de concurrence, à savoir le grand nombre de possibilités variées, devient de plus en plus limité.

La tendance générale à réaliser la sécurité par des mesures de restriction, encouragées par l'État, a produit une transformation progressive de la société. Comme dans maints autres domaines, l'Allemagne était en tête de cette évolution, suivie de près par d'autres pays. Ce processus a été hâté par un autre effet de l'enseignement socialiste, à savoir par le dénigrement systématique de toute activité économique comportant des risques, par l'opprobre moral jeté sur le bénéfice qui paye le risque mais qui ne s'obtient pas toujours.

On ne peut pas blâmer un jeune homme qui préfère une situation sûre, salariée au risque des affaires. Il a entendu, depuis sa plus tendre enfance, traiter l'emploi fixe comme un genre de travail supérieur et désintéressé. L'école et la presse ont inculqué à notre jeune génération l'habitude de considérer toute entreprise commerciale comme suspecte, tout profit comme immoral. Selon ces idées, employer une centaine de personnes équivaut à les exploiter, mais commander le même nombre d'individus est une tâche honorable.

Des gens âgés peuvent taxer notre jugement d'exagération, mais l'expérience quotidienne de tout universitaire prouve qu'à la suite de la propagande anticapitaliste les valeurs ont changé bien au-delà des transformations effectives des institutions. La question se pose de savoir si, pour satisfaire aux conceptions nouvelles, nous allons démolir certaines institutions et provoquer l'anéantissement de valeurs que nous estimons encore hautement.

Deux types inconciliables d'organisation sociale s'affrontent, qu'on peut appeler : la société commerciale et la société militaire. Dans chacune, ou bien tout le choix et tout le risque appartiennent à l'individu ou bien il en est totalement dégagé. Dans l'armée, le travail et le travailleur sont désignés par l'autorité, c'est donc le seul système qui offre à l'individu une complète sécurité économique. Cependant, cette sécurité est inséparable de l'ordre et la hiérarchie de la vie militaire, ce serait une sécurité de caserne.

Dans une société où l'on a le goût de la liberté, on ne trouvera pas beaucoup de monde pour la troquer volontai-

rement contre la sécurité économique. Mais la politique actuellement suivie un peu partout crée rapidement des conditions dans lesquelles l'aspiration à la sécurité devient plus forte que l'amour de la liberté.

Si nous ne voulons pas supprimer la liberté individuelle, il faudrait laisser libre jeu à la concurrence. Qu'on assure un minimum vital à chacun, certes, mais que cette garantie fasse disparaître tout privilège de sécurité accordé à telle ou telle classe : qu'il n'y ait plus de prétextes permettant à certains groupes d'interdire à des nouveaux venus de participer à leur prospérité relative, de crainte de la voir diminuer.

Le but principal de toute politique doit évidemment être de protéger l'individu contre les privations élémentaires. Nous ne devons pas tomber dans l'erreur fatale à la mode chez les intellectuels qui exigent la sécurité au prix de la liberté. Regardons franchement la réalité; admettons que la liberté ne s'obtient qu'à un certain prix et que les individus doivent faire de durs sacrifices pour la conserver.

Nous devons acquérir de nouveau la conviction qui a servi de base à la liberté dans les pays anglo-saxons, formulée par Benjamin Franklin dans des termes applicables aussi bien aux individus qu'aux nations : « Ceux qui sont prêts à abandonner des libertés essentielles contre une sécurité illusoire et éphémère ne méritent ni liberté ni sécurité. »

Vers un monde meilleur

Si nous voulons construire un monde meilleur, nous devons trouver le courage de prendre un départ nouveau. Nous devons écarter les obstacles récemment amassés sur notre chemin par la folie humaine et libérer l'énergie créatrice des individus. Nous devons créer des conditions favorables au progrès plutôt que « planifier le progrès ».

Ce ne sont pas ceux qui réclament davantage de planification collectiviste qui montrent le courage requis, ni ceux qui prêchent un « ordre nouveau », qui n'est rien de plus qu'un prolongement des tendances des quarante dernières années, aboutissant à l'imitation d'Hitler. En effet, ce sont ceux qui réclament le plus fort une économie planifiée qui sont les plus

complètement sous l'emprise des idées qui ont provoqué cette guerre ainsi que la plupart des maux dont nous souffrons.

Pour créer un monde d'hommes libres, le principe suprême est le suivant : la politique de liberté individuelle est la seule politique vraiment progressiste.

Informations biographiques

À propos de Friedrich A. Hayek

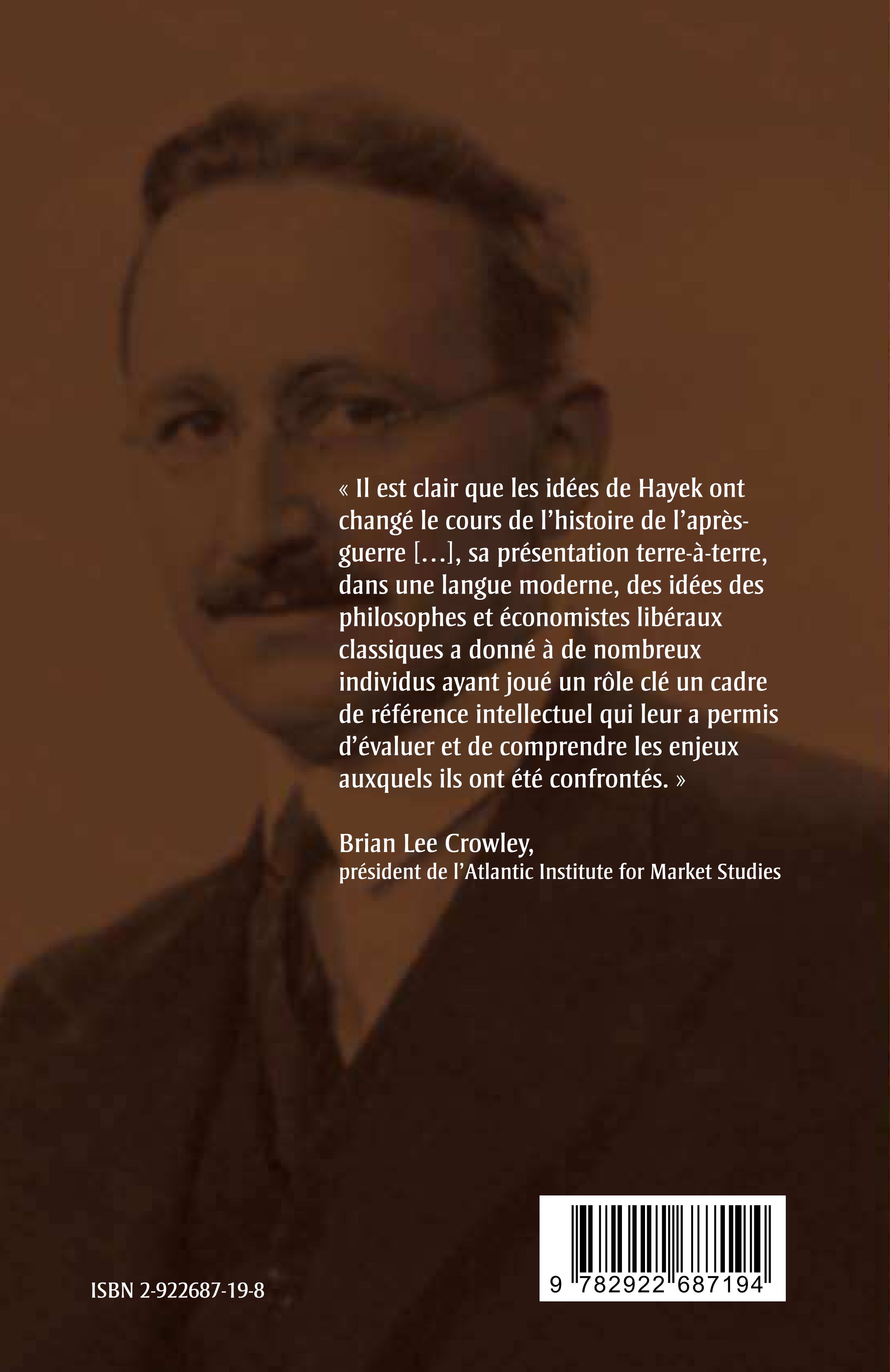
Dates importantes

1899 — Naissance à Vienne (Autriche)
1921 — Doctorat en droit à l'Université de Vienne
1923 — Doctorat en économie politique à l'Université de Vienne
1929 — Chargé de cours à l'Université de Vienne
1931 — Professeur à la London School of Economics (Angleterre)
1947 — Fondation de la Société du Mont-Pèlerin (Suisse)
1950 — Professeur à l'University of Chicago (États-Unis)
1962 — Professeur à l'Université de Fribourg (Allemagne)
1974 — Prix Nobel d'économie
1992 — Mort à Fribourg

Ouvrages principaux

1929 — Théorie monétaire et cycle des affaires (*Monetary Theory and the Trade Cycle*)
1941 — La théorie pure du capital (*The Pure Theory of Capital*)
1944 — La route de la servitude (*The Road to Serfdom*)
1948 — Individualisme et ordre économique (*Individualism and Economic Order*)
1952 — La contre-révolution de la science (*The Counter-Revolution of Science*)
1952 — L'ordre sensoriel (*The Sensory Order*)
1960 — La constitution de la liberté (*The Constitution of Liberty*)
1978 — Droit, législation et liberté (*Law, Legislation and Liberty*)
1988 — La présomption fatale (*The Fatal Conceit*)

Table des matières



« Il est clair que les idées de Hayek ont changé le cours de l'histoire de l'après-guerre […], sa présentation terre-à-terre, dans une langue moderne, des idées des philosophes et économistes libéraux classiques a donné à de nombreux individus ayant joué un rôle clé un cadre de référence intellectuel qui leur a permis d'évaluer et de comprendre les enjeux auxquels ils ont été confrontés. »

Brian Lee Crowley,
président de l'Atlantic Institute for Market Studies

ISBN 2-922687-19-8